

# **INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES**

---

**Journal de l'Organisation anarchiste (OA)**

**N° 124 - Automne 2023**

# 124

---

Édito .....	1
Rideau sur l'espoir républicain .....	2
La retraite à 60, 62, 64, etc. au bout de combien d'années de travail? .....	4
<b>FASCISME</b>	
Aperçu historique du fascisme .....	6
Déclinaisons de « fascisme » : une polysémie en acte ....	11
Fascisation galopante de la société .....	13
Une « démocratie » qui fait le lit du fascisme .....	15
Lutter contre tous les fascismes .....	18
Le féminisme est-il une histoire ancienne en France? .....	21
L'univers anarchiste .....	25

---

# Édito

**Éh!... Dites TÔt,  
Ce que nombreuses et nombreux  
ne feront que penser trop tard!**

Après une «der des ders» sur les « retraites » en juin, pour faire bonne figure et ne pas finir en culotte courte, les habituels saltimbanques de la théâtralisation syndicale reviennent sur l'avant-scène de la rentrée sociale...

Une mobilisation est annoncée pour le 13 octobre. Cette fois, le monde du travail est convié à bouger à propos des « salaires ».

Ce n'est à coup sûr pas pour nous déplaire, que l'attention se porte sur la question des salaires, dès lors que ceux-ci n'ont pas cessé de s'effondrer depuis trop longtemps déjà.

Mais, « limiter la revendication » à cet unique aspect - *Hausse des salaires, des pensions et des minima sociaux / Egalité salariale entre les femmes et les hommes*, c'est une fois encore, négliger sinon abandonner, la question centrale des Inégalités et des causes fondamentales de celles-ci!

Le Système à l'origine de ces inégalités est bâti sur des strates de « domination » des rapports « hiérarchiques » et des différenciations de « classes ». L'osmose entre le Capitalisme et l'État a fondé un horizon indépassable qui n'admet ni les remises en cause, ni les luttes qui s'attaquent aux infrastructures de l'Injustice. C'est un fait!

En revanche, le Système consent à ce que le monde du travail, de temps à autres, fasse connaître, par l'intermédiaire de ses « représentant-e-s », ses revendications, puisqu'au bout du compte, ce qui sera attribué ne changera en rien l'agencement sociétaire. Toujours des riches et, à l'inverse toujours des pauvres!

Si le gouvernement mérite que d'aucuns s'attaquent à sa politique ultra libérale, il a beau

jeu de répondre que celle-ci est la conséquence de l'application de son programme, lequel a été « majoritairement légitimé » au cours d' « élections démocratiques ».

En réalité, ce que nous ne cessons de proclamer c'est que ce système pervers pose, *ad vitam aeternam*, les jalons de l'iniquité!

Aussi, qu'un secrétaire national du PCF fasse « un bon mot » à propos de la politique du ministre de l'économie, cela n'est pas pour nous étonner. La politique politicienne est faite de ces bons mots, bagatelles et escarmouches...

En revanche, le capitalisme et les patrons qui s'en nourrissent, ceux-là s'en tirent le plus souvent à bon compte en se considérant comme peu impactés par les questions de salaires, de pouvoir d'achat, d'égalité Femmes-Hommes dans tous les domaines, de la persistance des hiérarchies, du partage totalement inique du « gâteau » entre riches et pauvres...

Plutôt que la fable d'une « démocratie moins mauvaise des systèmes » réaffirmons la nécessité de renouer avec les revendications de la CGT des années « 1895-1905 », laquelle œuvrait pour l'abolition du salariat et la disparition à la fois du Capitalisme et de l'État.



# RIDEAU SUR L'ESPOIR RÉPUBLICAIN

---

Au-delà de l'allongement de la durée de cotisation, l'épisode de la réforme des retraites a avant tout été le triomphe de la V<sup>e</sup> République contre le peuple. Une République qui a été obligée de montrer son vrai visage.

La loi est passée en force. Qui aurait pu croire le contraire? La gauche républicaine et ses électeurs, qui ont su faire preuve d'une réelle et longue obstination dans leur espoir de victoire parlementaire. La réforme des retraites a en effet dû suivre absolument chaque étape du «processus démocratique» de la Ve République. D'habitude c'est expédié en quelques jours mine de rien, si possible en 49.3 ou en ordonnance présidentielle. Impossible cette fois-ci de faire semblant de ne pas entendre la colère. La mobilisation a ainsi provoqué un véritable cours d'éducation civique sur plusieurs mois : lecture du texte, amendements, vote au sénat, conseil constitutionnel, etc. La France républicaine - et ses journalistes - ont redécouvert leur propre fonctionnement, et les filouteries qui vont avec. C'était presque touchant de naïveté, si le sujet n'était pas si grave.

Chaque étape fut révélatrice de la corruption de la gauche parlementaire. À l'Assemblée Nationale, il n'y avait pas beaucoup de honte à ajouter les voix du Rassemblement National dans l'espoir de contrer Emmanuel Macron - excepté bien entendu la comédie de la Nupes lors des motions de censure.

L'espoir des opposants républicains s'est ensuite tourné vers le Sénat, institution anti-démocratique par essence. Il n'y a d'ailleurs rien de plus

antinomique que de retrouver les mots *espoir* et *Sénat* dans la même phrase. Sans surprise aucune, le texte est passé. C'est quand même bien pratique que toutes ces institutions prétendument chargées de protéger la démocratie contre les dérives totalitaires soient en permanence utilisées pour assurer le bon fonctionnement des politiques de droite. Emmanuel Macron a utilisé tous ses garde-fous, qui n'ont finalement jamais eu d'autre rôle que de conforter le pouvoir en place.

Sur la fin, la gauche s'est même fièrement rangée derrière un député centriste - mais bien de droite - Charles de Courson, pour une ultime tentative lamentable de gagner sur le terrain parlementaire. Car la fin justifie les moyens dégueulasses. Elle a finalement perdu sans surprise et s'est salie une fois de plus, une fois de trop. Le beau conte des éditorialistes s'est enfin réalisé : la gauche parlementaire est morte, des suites d'une longue lâcheté.

Les syndicats, certainement aveuglés par leur soudaine popularité médiatique, se sont eux complètement fondus dans cette lâcheté en faisant le choix de s'aligner docilement sur le calendrier parlementaire. En faisant cela, les grèves d'un jour et les manifestations ont totalement validé le processus républicain, alors qu'elles auraient dû remettre son essence-même en cause. Les chiffres sortis dans les médias étaient sans appel : 1,27 millions de manifestants selon la police (c'est dire!) et 68% de français qui rejetaient la réforme, selon un sondage de l'ifop pour le jdd (c'est dire!). Les éditorialistes ont bien été obligés de donner un tout petit peu de crédit à

la mobilisation - tout en gardant un jugement bien paternaliste, faut pas déconner non plus. Les grands médias ont ainsi eu l'audace de soutenir en même temps la réforme «nécessaire» et le peuple en colère.

Cependant, cette soudaine empathie pour le mouvement social n'était absolument pas porteuse d'espoir : dès la deuxième journée de mobilisation, chaque manifestation était annoncée comme la dernière. Quatorze barouds d'honneur, record explosé.

Non, aucun espoir n'est plus à attendre non plus de ce quatrième pouvoir qui ne peut rien du tout.

L'espoir existe toujours, mais ailleurs. Il est chez nous et il ne se porte pas si mal que ça. Dans le rapport de force, le nombre est du côté de la contestation (que ce soit dans la rue ou dans l'opinion). Le pouvoir, lui, a la police... Mais les *body cam*, les reporters sans cartes, et les réseaux sociaux ont complètement transcendé les préfectures et les rédactions. Il est désormais impossible pour la police de se cacher. Si l'on ne se fait pas d'illusion sur les suites judiciaires, les bavures sont désormais accessibles à tous et toutes. Le front républicain ne pourra plus fermer les yeux sur la violence de leur police. À moins qu'on ne leur arrache à coup de LBD...

L'article 49.3 a été au centre des discussions et qu'il ait été compris ou non, la conclusion a été la même pour tout le monde : le gouvernement passe en force, contre le peuple. À la fois caricaturale et tellement vraie, cette conclusion a été la source d'une puissance mobilisatrice phénoménale, presque trop belle. Même pas la peine

de faire un argumentaire en quatre-pages pour démonter point par point la réforme, une phrase suffit. Car l'attitude effrontée et insolente du pouvoir transcende jusqu'à ses propres lois. Ce 49.3, comme ceux qui l'ont précédé et ceux qui le suivront, sera peut-être ce qui amorcera la rupture entre une partie de la population et le pouvoir républicain.

Sur le terrain de l'information, les réseaux sociaux ont complètement dépassé les médias traditionnels, et nous vivons peut-être même un âge d'or avant que le pouvoir n'écrase la liberté qu'ils offrent, comme il sait si bien le faire. Le raz-de-marée #metoo qui a entraîné un paquet de fumeurs sur son passage, l'avalanche insupportable des vidéos de violences policières prouvent l'utilité absolue de dépasser les médias tenus par le pouvoir et d'assurer notre propre information.

Les idées anarchistes, qui ne devraient plus avoir à prouver leur pertinence, font leur bout de chemin, parfois d'elles-mêmes. Une fois le cordon ombilical reliant le manifestant aux partis politiques coupé, les notions d'autogestion, de démocratie directe, de mandat impératif, entre autres, refont surface. À chaque mobilisation. La raison pour laquelle elles ne durent pas dans le temps, c'est que le pouvoir en place est puissant et tient un calendrier électoral implacable. La gauche parlementaire ne survit que grâce à l'espoir qu'elle inspire à la veille des élections bourgeoises. Ce faux-espoir qui nous fait tant de mal lorsque nous avons besoin de forces pour combattre l'État. La récente vague de rejet des institutions de la V<sup>e</sup> République et de sa police est un peut-être un espoir auquel on peut s'accrocher.

**LA RETRAITE  
À 60, 62, 64, ETC.  
AU BOUT DE  
COMBIEN D'ANNÉES  
DE TRAVAIL ?**

---



## **IMPASSE SYNDICALE**

Dès le début des mobilisations orchestrées par l'Intersyndicale on pouvait se douter que face à la bande de managers au pouvoir on n'irait pas bien loin. Les marches à répétition calées sur le calendrier des assemblées nationales, les grèves minoritaires impuissantes à « bloquer le pays », la stagnation du nombre et la passivité résignée des manifestants, tout ça sentait la défaite...

Sur quelle base une alliance aussi hétéroclite de syndicats catégoriels, réformistes et pseudo revendicatifs aurait-elle pu mener les salarié-es au combat pour gagner?

Aucune évidemment. Chacun d'entre eux défend sa boutique et sa place dans le partenariat social, l'alignement intersyndical se faisant sur le plus petit dénominateur commun et aussi le seul : le non à cette réforme aussi injuste que les précédentes.

La journée d'action du 13 octobre axée sur les salaires sera un enterrement de plus.

## **IMPASSE POLITICO-ÉLECTORALE**

En axant majoritairement son argumentation sur des questions de forme « démocratiques » la NUPES se condamnait et condamnait avec elle les salarié-es à la défaite, une fois de plus.

Aucune remise en cause sérieuse d'une économie fondée sur l'accumulation infinie de richesse par une minorité de possédants au détriment du plus grand nombre.

Les brasseurs d'air d'une gauche qui n'en finit pas de se décomposer continuent à vouloir faire croire aux gens qu'ils sont la clé du changement : il suffirait de voter pour eux et une fois au pouvoir ils remettraient en marche le progrès social. Les patrons et les actionnaires deviendraient altruistes ou seraient obligés de l'être (version LFI). Les bonimenteurs de LFI et leur lider maximo peuvent bien parler de rupture : il prennent toujours soin de préciser que cela doit se faire dans le cadre institutionnel, par les élections.

Tu parles d'une rupture! Si j'étais chef d'entreprise du CAC 40 je voterais pour eux : avec la gauche de gouvernement plus ça change, plus

c'est pareil! Voire mieux quand on se souvient que la loi travail a été imposée à coup de LBD et de gaz lacrymogène par le gouvernement Hollande. Le président *normal* qui avait déclaré pour se faire élire que son ennemi c'était la finance. Ils doivent bien se marrer les financiers qui se gavent toujours plus grâce aux boulevardeurs juridiques et législatifs que leur ont ouvert les héritiers de Paul Bismuth, géniteurs de la Macronie.

## **UN AUTRE FUTUR**

Les citoyens et les citoyennes de ce pays et d'ailleurs ont une lourde responsabilité : en regardant passivement les gouvernements successifs détruire systématiquement les services publics et détricoter les droits des travailleurs. En s'en remettant constamment à la clique politicienne, ils laissent le champ libre au libéralisme économique et à l'extrême droite.

Les pollueurs, les massacreurs mettent la planète à feu et à sang pour se remplir les poches et profiter à fond de ce qu'ils ont extorqué à ceux et celles qui bossent pour eux. Pas besoin de sortir de Polytechnique ou de l'ENA pour comprendre qu'ils ne sont pas prêts à lâcher la moindre miette de leur caviar.

Il y a urgence à arrêter le pillage et le massacre et à construire un autre futur pour l'humanité.

Il y a urgence à se donner pour objectif la mise en place d'une économie à but non lucratif dont la mission serait de subvenir aux besoins de l'humanité toute entière.

On appelle ça la Révolution Sociale. L'égalité sociale et économique ne tombera ni du Ciel ni du Parlement. Il faudra lutter avec force et détermination pour en prendre le chemin.

Les anarchistes ont toujours été et seront toujours de ce combat là.

## **TOUTES ET TOUS LUTTONS POUR LA CONSTRUCTION D'UN AUTRE FUTUR, SOLIDAIRE, ÉGALITAIRE ET LIBERTAIRE !**

*JV, OA Toulouse  
octobre 2023*

# APERÇU HISTORIQUE DU FASCISME

L'histoire du fascisme s'est nourrie de l'histoire de l'Italie. Elle comprend la période qui va de la prise du pouvoir par Benito Mussolini en 1922 jusqu'à la fin de sa dictature le 25 juillet 1943.

Pour plus de précision, il est admis d'y associer l'ensemble de la période qui va de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1918-1945).

Au lendemain de la Première Guerre mondiale<sup>1</sup> la situation italienne est précaire. Le traité de Versailles ne répond pas aux attentes de l'État italien. Les caisses de l'État sont quasiment vides et la monnaie est dévaluée. Le coût de la vie a augmenté de 450 %. La difficile transformation de la production de guerre en production de paix ne permet pas l'absorption de l'abondante main-d'œuvre.

Cette situation n'est pas de nature à satisfaire l'ensemble des classes sociales. La peur d'une potentielle révolution communiste gagne la classe bourgeoise. On assiste à de fréquents désordres réprimés accompagnés de méthodes autoritaires et de grandes violences...

En septembre 1919, Gabriele D'Annunzio incite les régiments de l'armée italienne à se mutiner et à le suivre à Fiume (aujourd'hui Rijeka, en Croatie). Occupé par les Italiens, les Français, les Britanniques et les Américains depuis novembre 1918, Fiume est à l'époque majoritairement italien, mais ses faubourgs et son arrière-pays sont slovènes. Le président des États-Unis, Woodrow

Wilson, rejette les demandes d'annexion du gouvernement italien, représenté par le Président du Conseil, Vittorio Emanuele Orlando, et propose de lui accorder un statut de « ville libre ».

Manu militari, d'Annunzio force la main à Orlando en installant un gouvernement révolutionnaire avec l'objectif d'affirmer l'italianité de la commune de Carnaro. Cette action sert d'exemple au mouvement fasciste qui sympathise immédiatement avec celui-ci et va notamment prendre copie de l'uniforme des ardit, futures chemises noires.

L'intervention échouera, car la pression internationale va entraîner l'intervention de l'armée régulière italienne (Noël sanglant de 1920 : 54 morts, dont 22 rebelles).

Parmi les couches sociales les plus mécontentes, les plus sujettes à la propagande nationaliste se retrouvent autour du sentiment d'une victoire spoliée, voire confisquée.

Vont ainsi émerger des organisations d'anciens combattants et en particulier celles qui recueillent les ex-arditi<sup>2</sup> auprès desquels, en plus du mécontentement généralisé s'ajoute le ressentiment de ne pas avoir obtenu une reconnaissance à la hauteur des sacrifices, du courage montré au cours des dures années de combats sur le front. La première association *arditi* est créée, à Rome, en janvier 1919, suivie d'une seconde, à Milan.

Mussolini et son journal, *Il popolo d'Italia*, appellent alors à une réunion le 19 mars 1919, qui

1. Entre 1918 et 1922

2. Troupes d'assaut

regroupe une soixantaine de personnes à Milan. Venant de milieux variés (futuristes, nationalistes, révolutionnaires), la réunion accouche de la création du Faisceau milanais de combat, dont le bureau inclut Mussolini, Vecchi, et Michele Bianchi, un ex-dirigeant anarcho-syndicaliste, de l'*Unione Italiana del Lavoro* (UIL).

Deux jours plus tard, le mouvement prend une ampleur nationale. Mussolini convoque une réunion à Milan le 23 mars 1919, dans une salle fournie par le Cercle des intérêts industriels et commerciaux. Les 119 personnes présentes parmi lesquelles, le futur «quadrumviri»<sup>1</sup> de la marche sur Rome s'accordent sur un programme qui mêle revendications nationalistes et sociales.

Les Faisceaux<sup>2</sup> italiens de combat sont créés à l'issue de cette réunion et adoptent les symboles qui jusqu'alors permettent de distinguer les *arditi*, la chemise noire et la tête de mort.

Le nouveau mouvement exprime la volonté de « transformer, s'il le faut même par des méthodes révolutionnaires, la vie italienne ». En s'intitulant « parti de l'ordre » il réussit à gagner la confiance des milieux les plus riches et conservateurs qui

sont opposés à toutes manifestations et aux revendications syndicales des socialistes.

Ce premier fascisme réussit à allier un aspect contre-révolutionnaire, et une mystique révolutionnaire de gauche, liée à l'origine politique de Mussolini<sup>3</sup>.

En quelques mois, les *squadristi*<sup>4</sup> fascistes se répandent dans toute l'Italie et donnent au mouvement une force paramilitaire. Pendant deux ans, l'Italie est parcourue du nord au sud par les violences des mouvements politiques révolutionnaires opposant les fascistes au mouvement ouvrier et révolutionnaire, sous le regard d'un État incapable de réagir, mais soutenant de plus en plus les squadristes. « Partout, enfin, les fascistes trouveront l'appui des autorités locales, de l'armée, de la police, de la gendarmerie ».

1. Italo Balbo, Emilio De Bono, Cesare De Vecchi et Michele Bianchi

2. Traduit en Italien *Fascios*. Les vocables "fascisme" et "fasciste" en sont des déclinaisons...

3. Secrétaire de la fédération de Forlì, puis membre de la direction nationale du Parti socialiste italien (PSI) directeur du quotidien officiel du parti *l'Avanti!* en 1912, il en est exclu en 1914 quand il se déclare favorable à l'entrée en guerre de l'Italie contre les Empires centraux. Il crée alors son propre journal, *Il popolo d'Italia* (*Le peuple d'Italie*), pôle de ralliement de l'interventionnisme de gauche et d'ultra-gauche. Il fait la guerre comme caporal dans les Bersagliers.

4. Squadrisme est le terme par lequel on désigne les forces paramilitaires luttant par la violence contre les mouvements sociaux suscités par les anarchistes, les socialistes et les communistes après la Première Guerre mondiale en Italie.



Malatesta (En haut 3<sup>e</sup> à partir de la gauche) parmi des anarchistes italiens, les « Arditi del Popolo », qui luttèrent contre le fascisme.

Au début de l'automne 1920, les grèves et les occupations d'usine diminuant fortement, Mussolini va recevoir le soutien financier des classes possédantes (en particulier des grands propriétaires fonciers, ainsi que des banques et de la Grande industrie (Patronat). Sur le plan «politique», les fascistes vont figurer en octobre 1920 sur les listes électorales du « bloc constitutionnel » formé par les partis de gouvernement. La « circulaire « *Bonomi* », va offrir les 4/5 de leur solde aux 50 000 officiers démobilisés qui intégreraient les faisceaux.

Les forces fascistes atteignent alors les 300 000 membres... Le fascisme obtient l'appui des *propriétaires terriens d'Emilie et de Toscane*...

En janvier 1921, « *la terreur a eu raison des organisations ouvrières. Des milliers de Maisons du peuple et de sièges syndicaux ont flambé, il y a des centaines de morts, des dizaines de milliers de blessés.* »

Dans ce climat de violence, lors des élections du 15 mai 1921, les fascistes, qui ont rejoint la coalition gouvernementale, obtiennent 35 sièges (dont Mussolini élu à Milan et Bologne) sur les 275 élus de la coalition.

Mussolini prend place à l'Extrême droite de l'hémicycle, marquant la distance avec le programme des Faisceaux, et présente le programme du fascisme parlementaire le 21 juin 1921.

Celui-ci revendique une politique étrangère conservatrice ; il condamne le communisme tout en promettant d'appuyer la CGIL ; se concilie le

Parti populaire italien en condamnant le divorce, et en se prononçant en faveur de l'enseignement privé et de la propriété rurale ; il affirme le caractère non-anticléric du fascisme.

« *La terreur blanche va s'abattre sur le monde rural où toute l'organisation socialiste est démantelée dès l'été 1921* ».

Le 12 novembre 1921, le Parti National Fasciste (PNF) est fondé : le mouvement devient un parti et il accepte certains accords constitutionnels avec les forces modérées.

Faisant suite aux affrontements survenus entre les fascistes et les forces ouvrières, les syndicats proclament une grève générale pour le 1<sup>er</sup> août 1922. Les fascistes, sur ordre de Mussolini, brisent la grève de manière très violente. Le mouvement fasciste gagne encore en popularité dans l'opinion publique car il est perçu comme le seul qui peut « remettre de l'ordre » dans le pays.

Hormis à Parme<sup>1</sup>, les mouvements antifascistes (anarchistes, communistes et socialistes) n'ont pu sortir vainqueurs des affrontements avec les chemises noires. Le PNF en sort très renforcé. La montée en puissance de Mussolini étant due

1. En août 1922, les habitants de Parme érigent des barricades dans un des quartiers populaires. A la différence des autres tentatives de résistance antifasciste, celle-ci est unifiée, disciplinée et bien organisée par les Arditi del popolo, commandés par *Guido PICELLI* (socialiste) et *Antonio CIERRI* (anarchiste). Ils résistent aux squadristes fascistes d'Italo BALBO (35 fascistes morts contre 5 opposants). Après cette défaite, Mussolini craint que de tels événements ne se reproduisent et mûrit son projet de marche sur Rome.



De gauche à droite : Italo Balbo, Benito Mussolini, Cesare Maria de Vecchi et Michele Bianchi en 1922.

principalement aux violences, les chefs<sup>1</sup> des *arditi* obtiennent les postes les plus importants du parti... C'est entre 1922 et 1925, que va se produire l'avènement du fascisme au Pouvoir. En effet après le congrès de Naples du PNF, au cours duquel 40 000 chemises noires appellent à marcher sur Rome, Mussolini estime le moment propice pour une action et un contingent de 50 000 *squadristi* sont rassemblés dans toute l'Italie pour marcher sur la capitale, le 26 octobre 1922.

Mussolini est resté à Milan, prêt à s'exfiltrer en Suisse en cas d'échec du mouvement. Il donne le pouvoir à ses *quadrumviri* : *Emilio De BONO*, *Italo BALBO*, *Michele BIANCHI* et *Cesare De VECCHI*.

Si les fascistes ne font pas le poids, l'indécision du gouvernement et celle du roi *Victor-Emmanuel III* se traduira par un refus de signer un décret d'état d'urgence, ceux-ci arguant craindre une guerre civile. Les chemises noires marchent sur la capitale le 28 octobre 1922, menant des actions violentes contre les communistes et des socialistes. Le 30 octobre, après la marche sur Rome, le roi charge Benito MUSSOLINI de former le nouveau gouvernement. Le chef du fascisme quitte Milan pour devenir Premier ministre à Rome. Son gouvernement comprendra des éléments des partis modérés du centre, de droite, des militaires et trois fascistes. La droite italienne pense que Mussolini est utile pour réprimer les agitations ouvrières et repousser le spectre du bolchevisme.

En 1923 Mussolini proclame la loi Acerbo qui réforme le système électoral, donnant 2/3 des sièges au parti ayant obtenu le plus de voix (à condition d'avoir obtenu au moins 25 % des votes). Cette loi permettra le succès du PNF aux élections d'avril 1924.

Après l'affaire *MATTEOTTI* en 1924, Mussolini instaure un régime dictatorial. Secrétaire général du Parti socialiste unitaire, *Giacomo MATTEOTTI* avait dénoncé les élections truquées d'avril 1924. En juin, un groupe de *squadristi* l'assassine, provoquant la sécession de nombreux députés de l'opposition refusant de siéger au Parlement. Le 3 janvier 1925, Mussolini déclare assumer « *personnellement la responsabilité politique, morale et historique* » des actes des *squadristi*, allant jusqu'à dire : « *Si le fascisme a été*

*une association de criminels, je suis le chef de cette association de criminels!* ».

Afin de couper court à toute agitation, Mussolini instaure un régime d'exception : les lois fascistissimes de 1926. Les autres partis politiques sont interdits, leurs députés sont déchus!<sup>2</sup>

La presse est censurée, une police secrète, l'OVRA (Organisation de vigilance et répression de l'antifascisme), est instaurée, ainsi qu'un fichier de suspects politiques et un Tribunal spécial pour la sécurité de l'État. La loi du 4 février 1926 suspend les organes démocratiques des Communes et toutes les fonctions occupées par le maire, les commissions et le conseil municipal sont transférées à un podestat nommé par décret royal pour cinq ans et révocable à n'importe quel moment.

Une organisation d'embrigadement de la jeunesse, les *Opera Nazionale Balilla* est mise en place en 1926, tandis que l'Œuvre nationale du temps libre (*Opera Nazionale Dopolavoro*) maintient l'embrigadement des Italiens hors du temps de travail. L'année d'après, le régime fonde le « Gruppo Universitario Fascista », auquel tous les étudiants des académies militaires doivent adhérer.

Sur le plan économique, le programme du fascisme prend son origine dans le social. La volonté de Mussolini de transformer le fascisme en parti politique et, ce faisant, d'accéder au pouvoir le conduit à rassurer les milieux patronaux. Néanmoins, il parviendra dans les années «20» à mettre en place une politique sociale : la journée de travail de huit heures et la semaine de quarante heures seront adoptées en 1923, le travail de nuit est interdit aux femmes et aux mineurs. En 1927, l'État fasciste contraint les entreprises à des mesures d'hygiène beaucoup plus strictes. Après avoir renommé l'INAIL, en INFAL en 1933, l'*Institut national fasciste pour les accidents du travail*, chargé de la prévoyance et de l'assistance sociale, le régime met en place un vaste programme de santé publique en continuant sur la ligne de la période libérale.

Enfin, la multiplication des colonies de vacances et des centres sportifs sont des éléments clés d'un ambitieux programme de loisirs. Ceci est notamment le cas pour la jeunesse qui, dans une optique totalitaire et de fascisation des nouvelles

1. Entre autres *Italo BALBO* et *Roberto FARINACCI*

2. Le Parti national fasciste deviendra « parti unique » entre 1926 et 1945, à la suite de la dissolution de la République sociale italienne.

génération voit la formation de nouvelles organisations les suivant de 4 à 18 ans.

Cependant, par la suite Mussolini remettra en place les 48 heures dans le but d'augmenter la production. En 1927 également, la promulgation d'une charte du travail entraîne une réduction des salaires de 20 % pour 2 millions de travailleurs.

Pour le reste, le fascisme poursuivra, sous la direction du ministre de l'Économie *Alberto De STEFANI* (1922-1925), une politique d'inspiration **libérale**. Le 20 septembre 1922, Mussolini déclare : « *Il faut en finir avec l'État ferroviaire, avec l'État postier, avec l'État assureur.* »

Le 18 mars 1923, il ajoute : « *Je pense que l'État doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles, parce qu'en cette matière l'État est incompétent* ».

L'État fasciste transfère ainsi au privé plusieurs monopoles : fabrication des allumettes, secteur des téléphones et renoncera aussi à l'exécution de certains travaux publics. Mussolini transférera l'assurance-vie aux assureurs privés par la loi du 19 avril 1923.

Alberto De STEFANI accorde aussi un grand nombre d'exonérations fiscales. Le gouvernement supprime le 10 novembre 1922 l'obligation d'enregistrer les valeurs, qui rendait plus difficile l'évasion fiscale vis-à-vis de l'impôt sur le revenu. La commission d'enquête sur les « bénéficiaires de guerre » (c'est-à-dire sur les « **profiteurs** » de la guerre) est dissoute par décret le 19 novembre 1922.

La loi du 20 août 1923 abolit l'impôt sur l'héritage I à l'intérieur du cercle familial.

Qualifié de « *stupidissime* » par De STEFANI, l'impôt sur le capital, créé en 1920, est vidé de sa substance, au moyen de rachats partiels et d'arrangements à l'amiable avec le fisc. La loi de février 1925 supprime l'impôt complémentaire sur les valeurs mobilières. Le décret-loi du 23 juin 1927 institue des dégrèvements fiscaux afin de favoriser les fusions de sociétés anonymes.

L'impôt de 10 % sur le capital investi dans la banque et l'industrie est aboli ; l'impôt sur les administrateurs et directeurs de sociétés anonymes est réduit de moitié ; le capital étranger est exonéré de tout impôt ; enfin, l'impôt sur les articles de luxe est aboli.

*Luigi STURZO*<sup>1</sup>, écrit alors : « La finance fasciste favorise la richesse capitaliste ».

Par ailleurs, l'État fasciste interdit ou restreint fortement l'ouverture de nouvelles industries. Cette limitation de la concurrence permet aux entreprises en position dominante de relever artificiellement leurs prix.

En outre, l'État renfloue parfois les trusts ou entreprises déficitaires (ainsi, le premier geste de Mussolini est d'accorder quatre cents millions de lires de subventions au trust métallurgique Ansaldo. Le gouvernement créé en 1924 un organisme chargé de liquider, aux frais de l'État, banques et industries en faillite.

Lorsque la crise économique mondiale atteint l'Italie, en 1931, l'État se porte aux secours des banques d'affaires.

Le Grand Conseil du fascisme, à la tête duquel siège Mussolini, et qui comprend le *quadrumviri* de la marche sur Rome, ainsi que le président du Tribunal spécial, le secrétaire du Parti national fasciste, etc., devient un organe constitutionnel en 1928. Il nomme les ministres, les députés et la direction du parti unique.

Le fascisme italien a une aspiration totalitaire. Il ne veut pas admettre d'opposition organisée et veut contrôler la totalité des activités de la société.

Bien qu'ancien militant anticlérical, Mussolini, pragmatique, concède, dès 1925, un certain nombre de compromis à l'Église catholique qui lui permettent de signer, en 1929, les accords de Latran avec le Vatican. Est ainsi opérée la réconciliation du fascisme et du catholicisme. Le catholicisme devient religion d'État.

Dans le but renforcer le contrôle du PNF sur la société, il convient d'ajouter l'instauration, en 1938, d'un serment spécifique de fidélité au Duce et au fascisme, à côté de celui prêté au roi d'Italie. La guerre et l'invasion de l'Éthiopie traduit les visées expansionnistes du fascisme.

Si, à son origine le fascisme italien ne s'inscrit pas dans une quelconque trajectoire raciste, en 1938, avec les lois raciales fascistes, il va affirmer une xénophobie et le rejet de l'autre...

En 1936, l'intervention aux côtés des troupes franquistes, par le biais d'une alliance avec les forces nazies et par la suite le regroupement idéologique autour des forces de l'axe, fondent la naissance d'une internationale spécifiquement redevable à l'idéologie fasciste...

1. Prêtre, membre du Parti populaire italien, en exil à Londres

# DÉCLINAISONS DE « FASCISME » : UNE POLYSÉMIE EN ACTES

---

Comme on a pu le voir les vocables de « fascisme et fasciste » se définissent de manière précise dans un espace géographique connu et une période historique clairement située.

Leur sens initial a recouvert des réalités proches, sans pour autant se trouver être dénaturé. Il s'est agi alors de définir le National-Socialisme (nazisme) allemand d'HITLER, le National-Syndicalisme espagnol (phalangiste) de FRANCO, le National-Corporatisme portugais de SALAZAR, la révolution nationale (France) de PETAIN, LAVAL et consorts : DORIOT (PPF), DEAT (PSF) etc...

Tous ces mouvements trouvaient leurs racines dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Il en fut ainsi du mouvement des Oustachis d'Ante PAVELIC en Croatie et d'une multitude de mouvements et/ou partis nationalistes en Europe et sur tous les autres continents...

Ce qui caractérisait pour l'essentiel tous ces mouvements tournait autour de quelques piliers fondamentaux : Un État fort ; une armée prête aux aventures belliqueuses ; une police interventionniste et rigoriste ; une idée quasi religieuse de la Nation ; une idéologie basée sur la pureté de la race ; une propension à l'altérité doublée d'une méfiance et d'un rejet de l'étranger et son corollaire le racisme et l'antisémitisme ; le culte de l'Homme fort et, à l'inverse,

l'idée de la Femme féconde et « mère » ; l'idée de l'altérité idéologique et son corollaire l'emploi de la force.

Le Parti fasciste pouvait se satisfaire de ce slogan : *«Le fascisme au Pouvoir et tout le reste en prison.»*

L'économie fasciste et l'économie nazie étaient des économies de privatisations. Les biens publics ont été revendus massivement : les nazis et les fascistes furent à ce titre à contre-courant des régimes «libéraux-démocratiques». Ils ne furent pourtant pas gênés d'entretenir d'étroites relations avec leur grand capital national respectif. Le corporatisme, pour sa part, était favorable à l'existence d'une «organisation de l'économie» autour de corporations mêlant tous les acteurs d'une même profession, salariés ou employeurs. Le corporatisme s'opposait donc au regroupement des travailleurs dans des syndicats ouvriers.

Nostalgique de l'Ancien Régime, tourné vers la nation, le corporatisme se voulait comme étant la troisième voie entre le capitalisme sauvage et le socialisme.

Tous ces mouvements se sont retrouvés sur un point : la privation de libertés, la violence, ou l'assassinat vis-à-vis des opposant-e-s à leurs idées!

## FASCISME... NON MERCI !

Polysémique, le terme a évolué et, s'il qualifie toujours les idéologies racistes, nationalistes, factieuses, il est employé plus largement pour qualifier toutes sortes de dérives autoritaires, sectaires, dictatoriales, violentes et toutes les idées de domination!

Ainsi, peut-on parler de fascisme « rouge » quand il s'agit de traduire dans les faits toutes les exactions commises au temps du stalinisme et des pays de l'Est.

De la même manière on peut parler d'un fascisme religieux quand il s'agit de qualifier toutes les dérives autoritaires, sectaires et arbitraires qui ont jalonné l'histoire de toutes les religions et des phénomènes religieux.

Fascisme encore, quand il s'agit de qualifier les abus perpétrés par les forces de l'«ORDRE», abus que nous aurions tendance à ranger dans les dérives inhérentes à un Ordre nouveau qui ne dit pas son nom

Fascisme toujours, au moment de parler des exactions associées au militarisme et au diverses milices qui flinguent à tout va et désolent aux quatre coins de la planète....

Fascisme enfin, quand les Systèmes qui contrôlent le monde pratiquent la violence sociale en coupant l'univers en deux parties inégales : les riches qui représentent grosso modo 5% des habitant-e-s de la planète et possèdent 95% des richesses, quand les 95% du reste des populations ne s'en partagent que 5% ...

The last but not the least, pour clore ce paragraphe, fascisme patriarcal qui vient infester les rapports entre les Hommes et les femmes, sous couvert des soucis de représentation, de Pouvoir et de Domination...

## ET LA SUITE...

Si le mot fasciste, à l'origine, qualifiait celle ou celui qui suivait les préceptes du fascisme, « *doctrine politique fondée en Italie (...) caractérisée par un fort sentiment nationaliste et la toute-puissance de l'État* » il s'agissait là d'évoquer l'idéologie et les aspects rugueux de celle-ci. Ce mot s'est appliqué quasiment à la même époque, dans les années « 30 », au nazisme, l'idéologie national-socialiste allemande. Il a été repris pour qualifier d'autres mouvements politiques

plus ou moins proches du fascisme. Ceux-ci, même à la marge, s'en inspiraient. Puis, comme cela est souvent le cas en l'espèce, le mot fasciste a glissé dans un registre plus polémique, mais nullement dénué de sens. Dans les discussions politiques, il a alors couvert le sens d'«extrémiste». Il a aussi été repris, de manière générique, afin de qualifier les pouvoirs en place par les opposants à ces pouvoirs. Des pouvoirs qui, bien souvent, dérivent de la même manière que le fascisme lui-même. Et enfin, cet épithète « fasciste » qualifie les personnes et les organisations (les regroupements) qui ne se satisfont pas de nuances dans leurs assertions, qui campent sur leurs positions et font dans l'autoritarisme. Avec ces personnes et/ou organismes «pas de débat « mais seules des vérités assénées, imposées... Ainsi, l'emploi du mot fascisme a pour but de dénoncer l'autoritarisme dans lequel baignent la plupart des États. Aussi, les mouvements politiques, lesquels sous couvert de «démocratisme» et dans leurs courses incessantes à l'échalotte [le Pouvoir], emploieraient, sans nuance, les mêmes manières d'agir que le fascisme pour parvenir à leurs fins. Rappelons que la similitude des comportements entre ceux qui firent fonctionner le «goulag» et ceux des assassins qui édifièrent les «camps de concentration», renvoie à cela.

Certain-e-s dirons que, sous notre plume, l'emploi du mot fasciste est abusif! Elles et ils ne reculeront devant aucune mauvaise foi pour nous disqualifier, nous traitant en passant de « doux rêveurs », d'« utopistes » voire même de «terroristes» et de que sais-je encore... Et pourtant, le fascisme rampant ne cesse de gagner du terrain au point que le «vert de gris» redevient à la mode dans certains médias. *C news* et *JDD* rejoignent ainsi *Valeurs actuelles*, *Le Figaro* et une multitude d'organes de désinformation.

Au bout du compte, ne serait-ce pas le moment de dénoncer tout cela? Les éléments fournis dans ce dossier, même si nous ne sommes pas les premiers à les développer, sont suffisamment étayés pour enjoindre celles et ceux qui désirent vivre dans un monde égalitaire, sans frontières et solidaire à se relever les manches à sortir la tête de l'eau.

Alors une société libertaire n'est-ce pas tentant? Cela mérite réflexion et surtout mobilisation et action pour toutes les femmes et tous les groupes qui veulent reprendre leurs vies en mains.

*Edward*

# FASCISATION GALOPANTE DE LA SOCIÉTÉ

La régression qui est contenue au sein des lois et décisions se caractérise par un contenu oppressif. Ces lois sont générées en direction de la plus grande majorité des populations, et tout ça se ressent au plus profond des comportements actuels.

L'évolution technologique galopante ajoutée à une communication caractérisée par un consumérisme informatique frisant «l'ignorance organisée», tout cela contribue à intégrer les individus dans un isolement où les réflexions et les idées personnelles se font rares ou même n'ont plus cours!

Cette forme de décervelage organisé est assimilable à une forme de fascisation de l'esprit.

Un état de fait devenu nécessité pour la classe des gouvernants, pérennisant leurs sinécures et évitant que « les vraies questions » qui impactent notre siècle ne viennent gêner le ronron de leur Pouvoir. Ainsi se trouve banalisé un nationalisme cocardier, au point de le rendre « civique ».

Un Poutine autocrate (et démocrate adoubi par le suffrage universel) ne nous sort-il pas la « dénazification » de l'Ukraine pour justifier son intervention belliqueuse chez un voisin qu'il ne porte manifestement pas dans son cœur, alors que lui-même a recours au quotidien à des milices fascistes et/ou nazies...

Le démocratisme occidental met en scène des États, lesquels sur l'échiquier international, proposent comportements autoritaires, dérives fascistes putschs et/ou guerres...

Des pays, parmi les plus pauvres<sup>1</sup>, sont leurs

terrains d'interventions et ce faisant continuent à servir leurs intérêts. Les états baltes nombreux vivent encore sous des régimes militarisés. La démocratie, y compris dans sa forme la plus discutable, à savoir dans son option électoraliste, n'a aucune chance d'y trouver une place...

Les intérêts des États les plus puissants - lisez ici, les intérêts des individus les plus riches [capitalistes, gens de Pouvoir] sont les seuls à être pris en compte, pour leurs plus grands profits.

Dire que les gouvernants et leurs sociétés dites «démocratiques» font le lit du fascisme, c'est affirmer que tout au long de l'histoire contemporaine, cet état de fait est venu valider cette assertion de manière factuelle. Et évidemment, cet état de fait ne manque pas de se répéter!

La mise en place des régimes fascistes n'est pas uniquement le résultat de conjonctures et/ou raisons historiques. Elle est aussi, et surtout, l'émanation inhérente à la forme et l'esprit de l'État. L'État, dans le but de faire prospérer un Capitalisme qu'il juge irremplaçable, peut trouver dans le fascisme un allié, une porte de sortie afin de mater toute remise en cause, toute tentative de révolte contre le fait que le Capitalisme n'est là que dans le but d'enrichir une minorité au détriment de la majorité des individus.

*Umberto ECO* en fait une remarquable allusion, quand il décrit le fascisme éternel, finalement calqué sur des économies perpétuelles basées sur le gâchis et l'obsolescence programmée.

Le capital est un moteur plus puissant pour le fascisme que l'idéologie elle-même, même si celle-ci,

1. En Amérique du Sud, en Asie, en Afrique...

évidemment, sert à manipuler les cerveaux les plus perméables. Il ne faut donc pas négliger, ni sous-estimer, la manipulation et la soumission du peuple à ces idées simplistes et nauséuses.

Quelques exemples tirés au sein de l'idéologie nationale, l'enrichissement et la toute-puissance des moyens de répression et d'oppression (l'armée, la police...), les droits de l'homme bafoués ici ou là... L'intégrité et les droits des femmes constamment mis en danger (Iran, Afghanistan...), idem pour la vie des journalistes qui officient dans de nombreux pays.

De tels exemples ne devraient pas avoir droit de citer. Malheureusement, ils sont bien là et émaillent l'actualité. Le capital ne s'est jamais aussi bien porté, contrairement aux droits des salariés lesquels furent très souvent durement acquis. Ces derniers ne cessent de reculer. La régression touche tous les domaines. Le nombre de féminicides explosent. Les militaires et les policiers dans le cours de leurs activités «professionnelles» ont l'occasion de faire usage de leurs armes et de tuer. Il semble incontestable que cela vient d'un «permis» qui leur est accordé...Ceux qui nous dirigent poursuivent l'exploitation d'énergies fossiles sans avoir à se justifier et, au besoin, en se dédouanant avec un greenwashing de substitution...

Les États dans l'histoire ont envahi le monde afin de s'assurer des territoires, de satisfaire leur tentation expansionniste et d'y trouver ressources et richesses. Ils ont employé la violence, ont fait la guerre aux autochtones et y ont imposé leurs religions. Tout cela s'est réalisé à partir d'une tromperie manifeste : ils ont déployé la bannière « *liberté, égalité, fraternité* » mais leurs fondements nationalistes ont dérivé vers une réalité de circonstance, attachée à l'essence fasciste du « travail, famille, patrie ».

Nous pouvons affirmer que les changements envisagés et l'inconnu qu'ils contiennent, alimentent en quelque sorte les peurs. En effet, l'absence de référents moraux, la méconnaissance de l'histoire des sociétés et de l'humanité ne permettent pas de porter des jugements suffisamment sérieux sur des événements plus subis que choisis!

Quand ces pans de l'histoire concernent la violence, la déshumanisation, la ségrégation, le racisme et le fascisme, alors le danger de l'entrisme autoritaire et factieux devient une réalité. Et, quand ce sont les gouvernants qui manipulent les opinions publiques

en se servant d'une histoire revue, quelque fois même falsifiée et réécrite<sup>1</sup> dans le but de justifier les pires décisions, alors fascisation devient fascisme!

Une fascisation qui ne cesse de s'accélérer à l'aide des nouveaux moyens qui font circuler fausses informations et « à peu près » idéologiques à l'infini par les réseaux qualifiés à tort de « sociaux »!

Pour nous anarchistes, le fascisme est l'exact opposé de nos idées et propositions. Une société autogérée, sans classes ni État ne peut se satisfaire de l'absence de Liberté, de la présence de hiérarchies et d'inégalités.

Nous dénonçons l'esprit de compétition devenu forme perverse de Pouvoir des un-e-s sur les autres et, de manière insidieuse, qui a toujours dérivé vers les pires Hiérarchies, la Loi des plus forts sur les plus faibles, la prédominance du Patriarcat et de la Domination etc. Selon l'adage « *qui veut la fin veut les moyens*, de telles pratiques favorisent les recours à la violence et aux guerres. Elles engendrent des sociétés qui instituent la détention obligatoire d'un passeport de bonne conduite et mettent en place des types de surveillance [individuelle et collective] et la reconnaissance faciale. Sans oublier l'Intelligence Artificielle (IA) dernier gadget à la mode qui laisse croire que tout individu peut à tout moment accéder à la « Connaissance » en consultant les savoirs accumulés par une machine. Mais il ne faut pas oublier que la machine est alimentée par des humains. Des hommes et des femmes qui vivent dans notre monde et qui ont leurs propres définitions de ce qui est bien ou mal, ce qu'il convient de penser quand un quidam demande quel est le meilleur des systèmes pour parvenir à un monde meilleur, débarrassé de toutes les saloperies qui viennent le chambouler.

Vous l'aurez compris, le fascisme que d'aucuns affirmaient disparu à jamais est toujours présent! Au sein des parlements avec l'onction « démocratique » de l'électorisme, dans les institutions policières et dans les forces armées. Partout aujourd'hui les fascistes font leur propagande en enfonçant dans la tête des récalcitrants leurs discours merdiques au besoin à coup de batte de baseball.

**Galopante la fascisation de la société?** Mais qui pourrait encore en douter...

**Fred**

1. Cf. Le Puy du fou

# UNE « DÉMOCRATIE » QUI FAIT LE LIT DU FASCISME

---

La société dans laquelle nous vivons et que certains qualifient de démocratique ne propose les richesses qu'à ceux qui profitent du travail de celles et ceux qui se tuent au boulot. Une « démocratie » qu'ils ont générée et qu'ils s'emploient à inculquer dès l'école, afin de pouvoir en tirer toujours plus de profit ad vitam ad aeternam!

Et il importe peu pour ces profiteurs que ce soit le fascisme qui soit aux affaires, si c'est le moyen idoine pour qu'ils continuent à tirer profit de la sueur de celles et ceux qui triment.

Ces « démocraties » ne proposent qu'une construction sociale et sociétale en perpétuelles crises. Les gouvernants et les gens de pouvoir gérant cet état de fait comme une variable de correction.

Cette société « démocratique » nous offre le spectacle d'une république qui donne l'illusion d'une égalité citoyenne, mais à l'évidence qui creuse un fossé entre les dominés et les dominants pour le plus grand bénéfice de ces derniers!

De nos jours, les moyens que les bourgeois [capitalistes et gens de pouvoir réunis] mettent en œuvre ne trouvent leur efficacité qu'au travers d'un colossal niveau de manipulation sociale. Tout y est, en passant d'un capitalisme d'investissement aux technologies innovantes en éternel développement : drones, surveillance accrue des territoires, reconnaissance faciale etc...

Face à ces accumulations de déviances et de trajectoires qui favorisent les inégalités, nous luttons contre l'État ! En effet, cette structure, sous

couvert d'arbitrages favorables sans aucune distinction de classe, passe son temps à favoriser toujours le même camp et ne met aucune énergie -et encore moins intention- à rendre les peuples heureux...

Les manipulations et l'oppression généralisée, voilà notre lot ! Le monde ne peut évoluer favorablement dans de telles conditions. Mais, répétons ici cette vérité : Le rôle de tous les États, y compris ceux qui se disent « démocratiques », a toujours été de défendre la classe des possédants !

Dès lors, nous assistons à une multiplication des discriminations et de lot de misères qui les accompagnent. C'est dans de telles conditions, qu'un fascisme d'alternance trouve sa place, sans même avoir à se cacher.

La mainmise de cette idéologie passe par le biais de la « biologie sociale », de la « loi des moyennes », toutes choses qui viennent renforcer une éthologie de circonstance subie par l'essentiel des populations, au point que les quidams ne savent plus à quel « saint » se vouer.

A l'ancien -et toujours- obscurantisme religieux, s'ajoute maintenant un confusionnisme généré et peaufiné de toutes pièces. Surgissent alors les cohortes de conspirationnistes, de négationnistes, de complotistes qui n'ont plus qu'à se baisser pour ramasser les bénéfices de telles dérives.

La gestion démagogique, bien en place politiquement, des discours lénifiants, montre de nos jours son vrai visage -mis en place depuis longtemps !

Pour exemple, les *manutentionnaires ont laissé place aux techniciens de surfaces*. Les pays qui subissent des famines endémiques se trouvent rangés dans la catégorie des pays en « voie de développement ».

Une sémantique appelée à développer, sous couvert d'un pseudo modernisme, la confiance des individus dans les politiques développées et les politiciens qui les « dealent »...

L'essentiel des arguments développés auparavant sont frappés au coin du pragmatisme.

J'ajoute qu'il est facile de se référer aux informations issues de différents bords, « internet et réseaux » dits « sociaux » en tête, mais en prenant un minimum de recul ! En fait, il est évident que dans ce cas, le sort du monde et celui de son environnement ne sont vus ici que par des consommateurs frénétiques trop souvent démunis de tout sens critique.

Dans le même sens, ajoutons que le fascisme inhérent à notre société trouve à s'y installer facilement et confortablement, dès lors que l'ignorance du « passé et de l'Histoire », vient alimenter une amnésie collective. Notamment quand il s'agit de ne plus se souvenir des maux engendrés par les fascismes en acte. Ceux-ci peuvent alors ressurgir au grand jour et par la grande porte.

La paupérisation, la misère sans cesse grandissante et un taux d'analphabétisation, voilà tout un programme qui empêche trop souvent la prise de conscience des causes qui expliquent les raisons de notre mal être.

Dans ces conditions, difficile -mais pas impossible- de reprendre le flambeau des idéaux de nos devanciers qui luttèrent avec acharnement contre les inégalités sociales, les dérives inhérentes au Pouvoirs et les périodes noires des fascismes, toutes choses que nous espérons voir disparues à jamais.

Précisions utiles à prendre en compte : les anarchistes se battent pour l'avènement d'un monde sans classes ni État !

Il est indispensable de favoriser, sur ces bases, l'unité de toutes celles et tous ceux qui sont convaincu-e-s que l'antifascisme ne pourra être

éradiqué que par nos luttes.

Celles et ceux qui, individuellement ou en groupes, revendiquent à nouveau des piliers comme la Religion, la Famille et la Patrie et se prennent en passant pour de nouveaux « résistants », ceux-là se multiplient en créent de nouvelles milices.

Oui, le fascisme est là et il galope.

Faudra-t-il pleurer une fois encore sur notre ligne « Maginot » de l'indifférence pour, finalement, nous rendre compte qu'il se prépare en fait à attaquer de tous les côtés ?

La fascisation de la société vient impacter tous les domaines de la vie courante.

**La politique politicienne** en premier lieu, à force de dédramatisation. « Le RN d'aujourd'hui serait devenu « socialisant » pour l'ultra droite !

L'électorat est caressé dans le sens du poil, comme toujours ! Maquillage et conspirationnisme fleurissent bons...

Un président qui, selon l'adage « propose une chose et son contraire », innovant ainsi une dialectique de l'absurde, vient à se demander pourquoi l'Église est séparée depuis si longtemps de l'État...

Un président qui, au travers d'un discours, apologise le maréchal Pétain, préparant ainsi un terrain fertile pour tous ceux que l'enfermé de l'île d'Yeu fait encore vibrer...

Un président qui a adoubé les syndicats réformistes (la CFDT en tête) tout en jetant aux visages des salarié-e-s à coup de flashballs l'impuissance de ces mêmes centrales.

**L'encadrement des manifestations** est devenu « champ réservé des forces de police » quand dans le même temps les excités de l'extrême droite et/ou de l'ultra droite peuvent parader dans les artères parisiennes, cagoulés et vêtus à la manière des cow-boys de la place Beauvau, sans être jamais inquiétés... en toute quiétude !

L'armée et la police, institutions habilitées par le(s) Pouvoir(s) à faire tout ce qu'elles jugent nécessaires pour « assurer le maintien de l'ordre ». Bien évidemment les tenants des rênes se gardent bien de préciser qu'il s'agit de l'ordre BOURGEOIS ! Et, il n'est pas étonnant que de telles institutions bénéficient des largesses de l'État : reconnaissance, subventions et gadgets technologiques pour faire taire les contrevenants à cet ordre inique...

« *Si vis pacem para bellum* » antienne à la manière de « *si tu veux la paix prépare la guerre* » cela pue à plein nez la violence et le militarisme fasciste et cela sert de justification à la course effrénée aux armements et aux technologies létales...

**L'éducation** jadis vendue comme « *espace républicain de l'égalité* » est en premier lieu un espace de reproduction des inégalités des « origines ». Elle est avant tout l'ascenseur social des rejetons de la bourgeoisie...

Les enfants de pauvres sont confrontés à des manques cruels de profs, au point que l'école s'assimile peu à peu à une garderie permettant de passer le temps...

**Les médias** -presse et télévision- font tourner à plein régime l'entreprise de décervelage : relais le plus souvent d'inepties, de conformisme et de complotisme...

Au point que certains organes de presse, s'ils nous avaient habitués à de tels comportements, ils se font aujourd'hui porte-parole directs ou indirects de la logorrhée fasciste.

Citer entre autres quelques médias comme – *le Figaro, Valeurs Actuelles, C News*, qu'ils délayent l'information en caressant les gens dans le sens du poil, et/ou *le J.D.D., B.F.M* n'a d'autre intérêt que de renvoyer celles et ceux qui y ont recours, à des interrogations personnelles : Qu'ils fassent directement écho aux sirènes du fascisme, ou bien encore qu'ils ne reculant devant aucune bassesses<sup>1</sup>, tous ces porte-voix de l'information ne devraient-ils pas conduire les auditeurs et lecteurs à plus d'introspection ?

La bouillie qu'ils servent n'est-elle pas constitutive d'un décervelage par le biais d'autant d'outrances ?

**La perte de sens** et d'humanité confronté-e-s aux événements dramatiques sociaux et sociétaux, à l'image de migrant-e-s qui se noient en Méditerranée, n'est-elle pas prévisible, quand les discours racistes et la question des migrations ne cesse d'alimenter un débat aux relents fascistes ?

Il est un fait : les frontières n'existent pas pour les Marchandises, le Marché et le Capital... Les

frontières sont là pour s'opposer à la libre circulation des Personnes.

**Le capitalisme** se porte comme un charme et malgré cela, on demande aux « petites gens » de se serrer la ceinture. Les milliardaires ici comme dans de nombreux pays, non contents de s'empiétrer et de thésauriser, ne se gênent même plus de leur inclinaison pour le fascisme.

N'est-ce pas Bolloré ?

**Alors oui, il est question d'un fascisme** qui a repris force et vigueur, aidé en cela par tout un environnement qui l'a dédramatisé au point d'être invité à la table des « démocrates » et « républicains » lors des joutes électorales...

La misère sans cesse grandissante devient une proie de choix pour les apprentis fascistes et la Religion, cette dernière reprenant couleurs et vivacité...

Le confusionnisme qui range « socialisme à la rose » et national-socialisme vient semer le trouble et piper les dés. Ainsi, au cours des dernières luttes sociales, certains ne brandissaient-ils pas leur nationalisme à la sauce tricolore et quelques fois leurs pancartes aux slogans fascistes ?

La France « à fric » jadis en vigueur sur le continent colonisé a laissé la place à la Chine et à la Russie. L'Afrique sous couvert de nouvelles étapes « démocratiques » ne s'est pas délivrée de l'impérialisme. Pour autant les famines et les comportements dictatoriaux impactent de manière prégnante la vie des Africain-e-s !

**Être vigilant et mobilisé** face à un milieu qui favorise le fascisme rampant ou bien présent, cela a toujours représenté une nécessité absolue pour les militant-e-s anarchistes.

La banalisation de ces idées nauséuses facilitée par les comportements « politiques » aux courtes vues et aux intérêts bien sentis, ne se satisfait pas du « moyen terme ». Elle s'invite dans le quotidien de nos sociétés.

Alors, retrouvons-nous les manches et proposons, ensemble, une véritable alternative -égalitaire et libertaire, à ce mauvais remake des années 30.

1. C'est le cas, entre autres, de C8

# LUTTER CONTRE TOUS LES FASCISMES

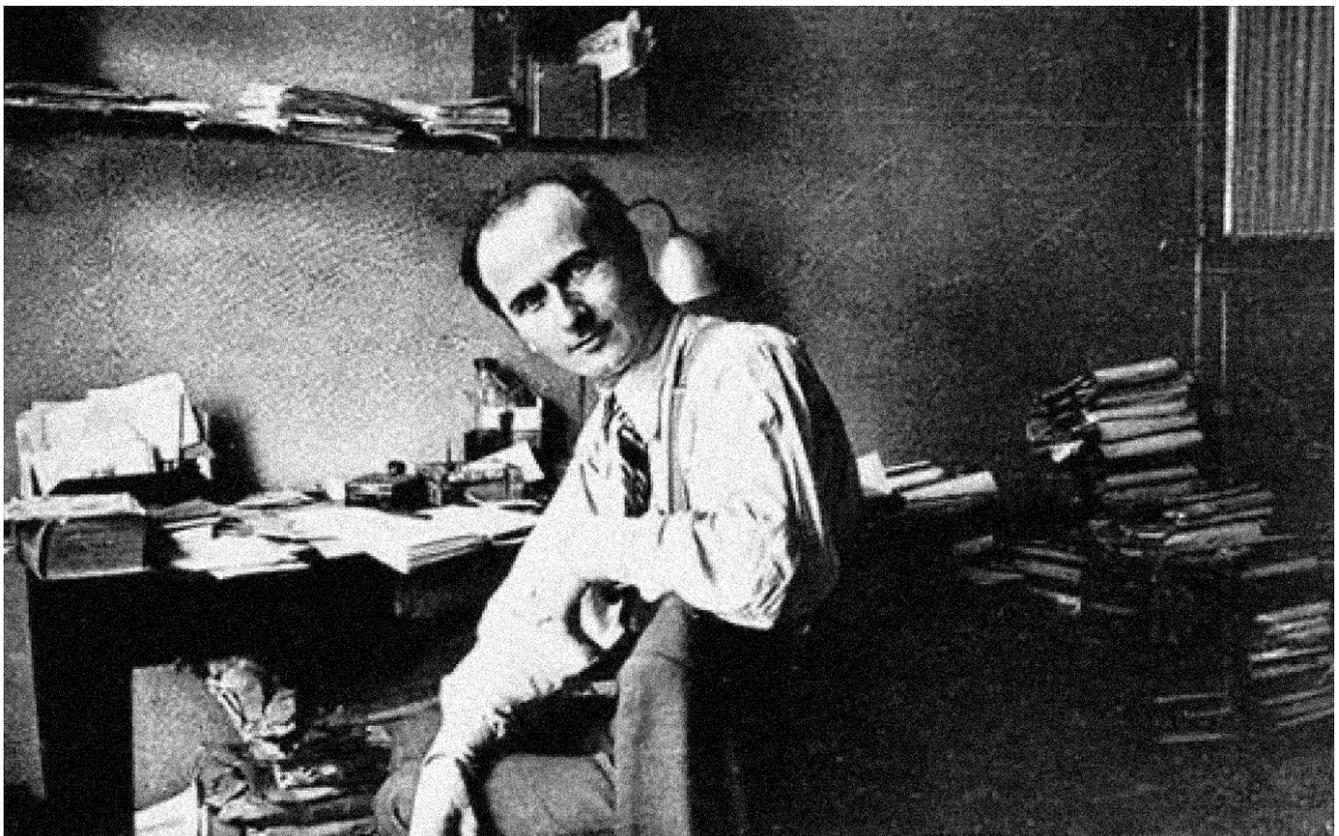
Dans l'édition d'un recueil de textes de Camillo Berneri<sup>1</sup>, Miguel Chueca<sup>2</sup> écrit que l'anarchiste italien adossait « *son antifascisme aux théories révolutionnaires anarchistes : l'idéal libertaire et émancipateur revendiqué par ces dernières ne peut*

1. « *Contre le fascisme. Textes choisis (1923-1937)* » de Miguel Chueca aux Editions Agone en 2019

2. Miguel Chueca est un linguiste qui enseigne à l'Université de Nanterre et collabore aux publications de la Confédération nationale du travail

*que mener à une lutte politique et sociale contre un fascisme qui n'est pas seulement le rejeton dégénéré du capitalisme, mais bien un ennemi singulier de la révolution sociale que les anarchistes appellent de leurs vœux. »*

C'est effectivement à partir de telles bases qu'un antifascisme efficace peut sérieusement opposer des forces luttant contre les Systèmes dans leur totalité.



*Camillo Berneri en 1936 à Barcelone.*

## **FASCISME... EXTRÊME DROITE, COMMENT S'EN DÉBARRASSER !**

L'extrême droite française - ou droite populaire - mobilise l'ensemble des courants qui, de près ou de loin, se réclament des composantes du fascisme. Catholiques intégristes, ligues fascistes, droite antisémite, droite nationaliste, droite européenne, défenseurs de la race blanche, droite anticomuniste, droite antiparlementaire, droite xénophobe représentent grosso-modo les partis et groupuscules qui se situent à la droite des partis réactionnaires et gouvernementaux.

Sous des discours en défense d'une certaine idée de la France (ou de l'identité française) ou bien de l'Europe « blanche », ces différentes officines s'emploient à défendre l'ordre social établi et les valeurs qui s'y réfèrent : respect des hiérarchies ; respect des traditions chrétiennes ; acceptation de l'existence de classes sociales ; défense d'un capitalisme national en opposition à un capitalisme apatride et ou à un mondialisme....

### **LA STRATÉGIE EXTRÉMISTE ENTRE POLITIQUE POLITICIENNE ET RADICALISME**

Le FN, à l'origine, développait des thèses xénophobes considérées à juste titre comme « inégalitaires et racistes ». En devenant « Rassemblement national » et, en lissant ses discours, il a réussi à s'implanter durablement au sein des « institutions républicaines, démocratiques et étatiques » ! Au point de s'accommoder du pluralisme politique et du parlementarisme interclassiste. Avec l'arrivée de Marine aux commandes du vaisseau amiral, le RN a développé encore plus ces pratiques. C'est ainsi que la formule élyséenne du « Ni droite, Ni gauche » devenue jactance gouvernementale, a brouillé les pistes. Les discours d'exclusion et d'altérité sont devenus monnaie courante ! Une partie des thèmes consacrés à l'immigration a été reprise avec peut-être à terme, leur mise en pratique.

L'extrême droite, plus radicale, s'est ainsi retrouvée orpheline et le « second rôle » qui, de nos jours, lui incombe n'est pas de nature à satisfaire ses ambitions.

Les plus radicaux d'entre ses militants, sont pressés d'en découdre avec « l'idéologie mondialiste », avec ce qu'ils considèrent comme la « pègre »

gauchiste. Les groupes de l'extrême droite fascisante ont ainsi repris du service. Ces groupes, un temps isolés et marginalisés par les excellents scores électoraux du RN, ont réinvesti les rues, les stades, les quartiers populaires, divers lieux qu'ils ont occupés comme ils le firent dans les années « 30 » et par la suite tout au long du XX<sup>e</sup> siècle ... Cette nouvelle donne se caractérise par une recrudescence des actes de violence, d'agressions pouvant aller jusqu'au meurtre.

Aujourd'hui, c'est cette violence qui prévaut dans l'esprit de beaucoup de quidam !

L'espace politique occupé par le RN n'est à coup sûr pas l'unique facteur qui peut expliquer l'essor de cette mouvance radicale, violente, belliciste. L'institutionnalisation d'un racisme d'État (lois anti-immigrés, création du ministère de « l'Identité nationale ») ajoutée à une paupérisation accrue des classes défavorisées, tout cela a créé un terrain propice à l'expression de ces activistes et des groupuscules identitaires.

Il n'est pas question de détailler ici la complexité de l'extrême droite et du « fascisme » en France, voire des divergences qui peuvent le traverser - pro-Israël / pro- Palestine ; catholiques intégristes / païens ; nationalistes / régionalistes etc. Nous abordons la question des fascistes et des identitaires en tant que phénomène global reposant, quelles que soient leurs nuances, sur des valeurs communes intangibles : anti-gauchisme, défense de l'identité blanche régionale et/ou nationale, défense de la famille et affirmation de leur homophobie...

Il faut ajouter à cela, une volonté avouée de s'assurer un ancrage « social » dans le but de s'attirer les masses populaires.

Les extrémistes, au-delà de l'occupation physique de territoires qu'ils gagnent en faisant régner une certaine violence, s'emploient à gagner des métropoles. Ainsi, certaines grandes villes sont ciblées -Toulouse, Lille, Lyon... Parmi les villes moyennes Perpignan fait figure de laboratoire.

Dans certaines des villes citées auparavant, des agressions ont été commises à différentes reprises par les fascistes contre des militant-e-s et/ ou des immigrés, à la manière des tristement célèbres « SA »<sup>1</sup>.

Un autre aspect de la stratégie d'implantation et de développement de l'extrême droite tourne

1. Sections d'Assauts du National-Socialisme

autour de la réappropriation de l'idéologie régionaliste<sup>1</sup> : catalane, bretonne ; alsacienne etc. Un régionalisme, «dealé» par les identitaires, qui vient renforcer l'interventionnisme tous azimuts des extrémistes afin de ne rien laisser au hasard. L'unification de ces régionalismes trouve sa culmination dans la revendication d'une Europe «blanche», berceau de la Chrétienté.

## ALTERNATIVE ANARCHISTE ET RIPOSTE

Il est utile de rappeler que le fascisme n'a jamais été éradiqué par le biais des consultations électorales, ces dernières lui conférant même une certaine dose de «légitimité». Si la lutte contre le fascisme constitue un axe important du combat des prolétaires en même temps qu'une absolue nécessité, il est utile de préciser que l'antifascisme ne constitue pas l'Alfa et l'Omega de la défense des intérêts de classe du prolétariat face à la bourgeoisie. Il s'agit donc pour nous de combattre le fascisme et la bourgeoisie par le biais d'une lutte acharnée contre les Institutions qui l'alimentent - Étatisme, Capitalisme, Militarisme etc. Notre antifascisme ne peut se concevoir que par le truchement de l'avènement d'une Humanité sans frontières et d'une solidarité internationale sans concession! L'ultra libéralisme économique ainsi que l'idéologie abstraite et sans consistance du démocratismes électoraliste et parlementaire sont des obstacles à la lutte antifasciste. L'enjeu de l'antifascisme que nous nous employons à mettre en œuvre, c'est de parvenir par la lutte à faire tomber les barrières humaines tout en contrecarrant les plans économiques globaux du capitalisme tant à l'échelon national qu'à l'échelon mondial. Combattre le fascisme et l'extrémisme nécessite alors de le faire au plan idéologique, au plan social et, quand cela s'avère nécessaire, au quotidien, dans les quartiers, les usines etc. Sur le plan idéologique, l'organisation anarchiste préconise les valeurs d'entraide, de solidarité, d'égalité, d'autonomie individuelle et collective. Lutter contre les idées, les individus et les structures qui ne pensent l'horizon de la société

1. Dans les régions où les particularismes culturels sont réels - Bretagne, Alsace ou encore Catalogne - les identitaires surfent sur la vague des revendications culturalistes et autonomistes : défense de la langue et, au-delà, défense du territoire et des traditions. Cet angle permet aux identitaires de créer des liens privilégiés avec les mouvements fascistes des pays frontaliers, notamment la Catalogne, l'Allemagne...

qu'au travers de la défense des hiérarchies, de la lutte pour le Pouvoir, de la force brute et de la croyance en des êtres supérieurs qui seraient appelés à diriger les masses déboussolées.

C'est en cela que l'anarchisme est légitime à œuvrer pour la constitution d'un « regroupement antifasciste » autour des valeurs égalitaires et libertaires qui sont les siennes.

Les anarchistes, s'ils ne sont pas les seuls susceptibles de regrouper individus et groupes afin de lutter efficacement contre le fascisme, garantissent à ce regroupement et la lutte qu'il sous-tend une entière autonomie. En effet, les anarchistes n'ont pas l'intention d'en prendre le contrôle. Au travers de cette lutte, ils œuvreront pour bâtir, toutes et tous ensemble, une société débarrassée de tous les fondements de l'autoritarisme, des hiérarchies, des inégalités et de toutes les dominations.

En rejetant toutes les idéologies qui aspirent à diriger les individus et à décider en leur nom - et l'idéologie fasciste en est une - l'anarchisme tient à s'attaquer simultanément au Système - formellement et fondamentalement, pour parvenir à construire un monde nouveau égalitaire et libertaire. Il ne sera jamais question de s'abriter derrière les Institutions - *Justice, Police, décideurs et élus* - pour éradiquer les idéologies rétrogrades. Seule la mobilisation consciente autour de valeurs libertaires, solidaires, d'entraide et d'égalité peut réaliser, sans possibilité d'un retour en arrière, cette éradication tant souhaitée. S'il n'est pas possible d'éviter tout recours à l'affrontement, quand ce dernier nous est « imposé par les groupuscules fascistes », les anarchistes réfuteront tout recours à un « avant-gardisme » d'une armée antifasciste prête à faire le coup de poing avec la vermine extrémiste.

Les méthodes employées pour barrer la route aux fascistes, nous le répétons ici, doivent rencontrer l'assentiment de tous les individus et collectifs épris de justice sociale, d'égalité et de liberté.

**Ainsi, l'idéal libertaire et émancipateur revendiqué ici, ne peut que mener à une lutte politique et sociale contre un fascisme qui n'est pas seulement le rejeton dégénéré du capitalisme, mais bien un ennemi singulier de la révolution sociale que les anarchistes appellent de leurs vœux.**

*Edward*

# LE FÉMINISME EST-IL UNE HISTOIRE ANCIENNE EN FRANCE ?

---

*Nous rappelions en introduction des deux premières parties (voir nos 2 précédents numéros) que ce texte avait été rédigé avant que le soulèvement des femmes n'enflamme en Iran. Avant que les femmes ne descendent dans les rues de Téhéran pour dénoncer les conditions qui leur sont infligées par le régime religieux de leur pays. Le texte lui-même a fait l'objet d'une présentation lors d'une formation organisée pour des militants et militantes de la Fédération Anarchiste en 1998. Il n'a jamais été publié.*

*Pourquoi alors le faire maintenant ?*

*Peut-être parce que l'analyse de la situation faite aux femmes au travers des siècles reste d'actualité et donc peut éclairer les luttes d'aujourd'hui ...*

Dans le précédent numéro, nous avons laissé la question de la libération des femmes avec nos camarades anarchistes en Espagne 1936, et notamment les femmes de l'organe « *Mujeres libres* ». Ces militantes sont conscientes que l'émancipation de la classe ouvrière ne pouvait pas se faire sans l'émancipation de la femme au travail, à l'école ou à l'université, dans la société comme au foyer, et dans les mentalités.

Qu'elle ne pouvait pas se faire non plus sans l'éducation dans les propres milieux anarchistes mais aussi des femmes elles-mêmes. Il fallait développer la conscience féministe des travailleuses pour que la révolution sociale ne se fasse pas sans la libération de la femme.

Hélas, l'Histoire en décida autrement, puisque la Révolution espagnole fut malheureusement anéantie par les fascistes.

Cette parenthèse espagnole nous semblait nécessaire car c'était la première fois que le féminisme était pris en compte dans une révolution. Nous revenons maintenant dans nos contrées, à l'époque où il aura fallu au féminisme bourgeois plus d'un siècle et demi de protestations

pour faire accepter le droit de vote des femmes par une classe politique exclusivement masculine.

Rappelons que, même si ce droit est obtenu en avril 1944, les femmes ne purent voter pour la première fois qu'en avril 1945.

Pour nous anarchistes, obtenir le droit de vote n'est évidemment pas une avancée révolutionnaire. Il s'agissait là uniquement de rétablir une « justice » réformiste. Nous savons tous et toutes que le combat se situe dans la rue plutôt que dans les urnes.

Malgré tout, même si on est loin d'être au bout du chemin, les luttes de nos aînées ont permis de remettre en question l'ordre bourgeois ancestral avec des répercussions pour toutes les femmes, qu'elles soient militantes ou non.

A part dans les milieux réactionnaires et religieux, le patriarcat est maintenant considéré comme étant un système d'oppression sur les femmes par les hommes.

Comment est-on parvenues à cette évolution ?

Que sont devenues les revendications féministes dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle ?

## INVENTAIRE À LA PRÉVERT

L'obtention par des lois du droit de vote en 1944, de l'inscription dans la Constitution de l'égalité théorique de la femme avec l'homme en 1946, de l'indépendance financière de la femme (par rapport au mari) en 1965, de l'égalité parentale en 1970, de l'autorisation de la contraception en 1971, de l'égalité salariale en 1972, de l'autorisation de L'IVG en 1975 puis en 1979, du divorce par consentement mutuel en 1975, de la reconnaissance du viol comme étant un crime en 1980, de l'égalité professionnelle en 1983 puis ensuite quelques réformes autorisant la féminisation des noms de métiers et des grades, les parités dans les représentations politiques, dans l'administration etc. sont autant de mesures prises, destinées à réajuster les inégalités et/ou les oppressions imposées aux femmes en France.

Puis viennent en 2004, les premières mesures visant à lutter contre les violences faites aux femmes, renforcées en 2006, 2008 etc., la redéfinition du harcèlement sexuel en 2012 ...

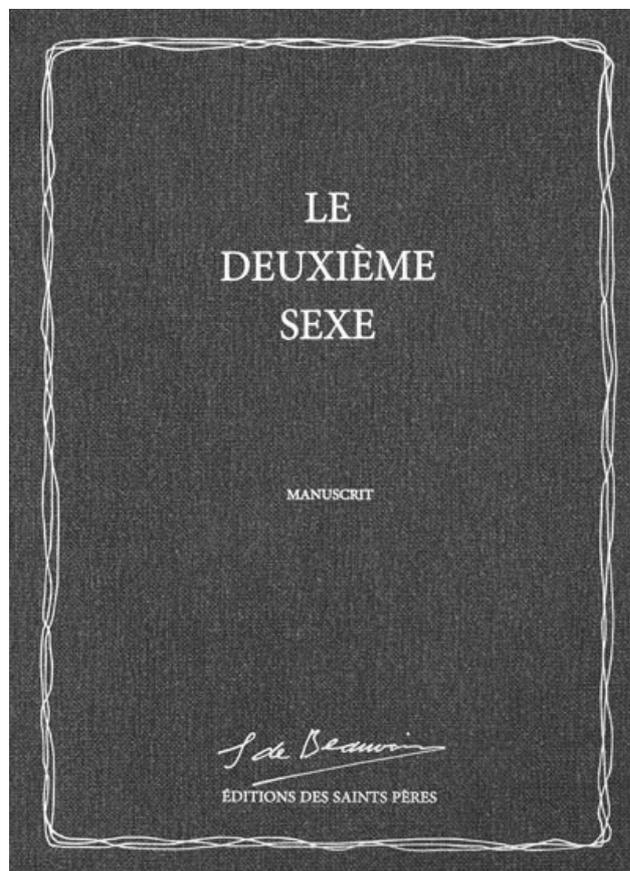
Toutes ces lois visent à améliorer la place de la femme dans la société, ce qui est la moindre des choses quand on considère l'immense domination sociale et économique que les femmes subissent depuis des siècles.



Remarquons cependant que toutes ces lois doivent être sans cesse reprécisées, consolidées, remodelées. Sans arrêt, il faut se méfier de possibles retournements, se méfier des patrons qui ne respectent pas les lois, des hommes qui continuent d'être violents etc.

Visiblement, l'intervention de l'État a ses limites tant le patriarcat et le capitalisme ont la vie dure.

Pour exemple, le salaire des femmes est encore aujourd'hui inférieur de 20% à celui des hommes, la précarité touche 30% des femmes contre 6% pour les hommes, les femmes ont la charge pour encore 80% des tâches ménagères et aujourd'hui encore, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon.



## NAISSANCE DES GROUPES FÉMINISTES

Après la seconde guerre mondiale, il faudra attendre l'après 68 pour voir naître diverses structures féministes qui feront faire un bond considérable au droit des femmes dans la société française. Le terrain a sans doute été préparé par l'activité intellectuelle en vigueur après-guerre : Simone de Beauvoir publie « *le deuxième sexe* » au début des années 1950. Dans cet ouvrage, De Beauvoir accuse la société (patriarcale) de fabriquer de toutes pièces le genre féminin (le fameux « *on ne naît pas femme on le devient* »), le confondant avec l'appartenance biologique de l'individu. Le sexe n'est pas le genre ! La femme est ainsi enfermée par l'imaginaire masculin dans un rôle de conceptrice, d'épouse et de ménagère ...

Il est indéniable que cet essai va influencer la constitution de groupements féministes éparses



Etant donné le retentissement donné par la publication du *Manifeste des 343*, Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi créent « Choisir la cause des femmes » en 1971 pour défendre les signataires du Manifeste et s'élever contre la loi de 1920 qui considère que l'avortement est un crime.



En octobre 1972, Marie Claire, âgée de 16 ans (rappelez-vous que la majorité est encore à 21 ans à cette époque) est jugée à Bobigny pour avoir avorté à la suite d'un viol, ainsi que son « avorteuse » et trois autres femmes « complices », dont sa mère. Elle est défendue par Gisèle Halimi. Pour l'histoire, elle a été dénoncée par ... son violeur, qui espérait ainsi être dédouané auprès des flics d'une accusation de vol portée contre lui ! La jeune fille est condamnée à 500 francs d'amende, elle fait appel mais l'État laisse courir le délai, ce qui prescrit l'affaire. Les autres femmes sont relaxées, sauf « l'avorteuse », qui prend un an avec sursis.



Le MLAC est créé (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et la Contraception) en avril 1973 à la suite du procès de Bobigny.

Ainsi c'est dans les années 1970, avec principalement le MLF, le MLAC, Choisir la cause des femmes, et le Planning familial (créé en 1960) que les intérêts des femmes contemporaines sont défendus. L'éclatement du mouvement surviendra début 1980 à la suite de lourdes polémiques liées à la propriété du sigle MLF et, il faut le dire, des divergences d'opinion quant à la façon d'appréhender le féminisme. Par la suite, la « maternité » du Mouvement sera revendiquée par plusieurs femmes. C'est l'histoire de l'origine du MLF qui pose un problème, mais pas ses actions, qui resteront le socle des avancées d'aujourd'hui.

### LUTTE DES CLASSES ET RÉVOLUTION OU QUEER ET RACISÉ(E)S ?

Aujourd'hui, le mouvement féministe – ou devrait-on dire les mouvements féministes tant les différences et les divergences apparaissent nombreuses – tourne autour de la question de genre et d'assignation de ce genre (biologique) à la naissance. Après la lutte pour les droits des femmes (obtenus en partie), le mouvement féministe se serait-il retrouvé à bout de souffle ou bien aurait-il été sous l'influence des milieux universitaires ? Ces derniers, faisant office d'avant-garde intellectuelle, nous servent les politiques de l'identité et la théorie queer notamment.

L'utilisation de nouveaux termes tels que cis, trans, racisé, safe, etc., symbolise la singularité, les rapports interindividuels au détriment de la lutte sociale. Cette lutte sociale qui veut détruire le patriarcat en même temps que le capitalisme, les religions (toutes les religions) et l'État (toutes les formes de l'État), garant de toutes ces dominations.

L'oppression patriarcale et l'exploitation capitaliste sont les 2 membres d'une même domination, l'État et la Religion étant leurs tuteurs.

Aujourd'hui, il n'est plus question de classes sociales, il n'est plus question de révolution, il n'est question que de fragmentation des luttes, de minorités sexuelles, de rapports de « race » ou de genre, tout cela issu des théories postmodernes en provenance des universités, qui ont pourri jusqu'à la pensée révolutionnaire.

Être féministe, certainement, être révolutionnaire, bien sûr, être anarchiste, toujours !

**MB – GAPA Perpignan**

# L'UNIVERS ANARCHISTE

---

« Tandis que la vision populaire de l'anarchisme est celle d'un mouvement violent, anti-État, l'anarchisme est une tradition bien plus subtile et nuancée qu'une simple opposition au pouvoir gouvernemental.

*Les anarchistes s'opposent à l'idée que le Pouvoir et la Domination sont nécessaires, et prônent à la place plus de solidarité, et une forme antihiérarchique des organisations sociales, politiques, et économiques.* »<sup>1</sup>

L'anarchisme est à la fois un mouvement « politique », au sens où il propose un agencement libertaire de « la Cité », ainsi qu'une philosophie, une éthique de vie, une vision du monde etc.

On ne peut le considérer, comme beaucoup se sont essayés à le faire a priori, sous l'angle exclusif de la violence... C'est à partir d'une période dans l'Histoire de l'Humanité, à la toute fin du 19<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>, que ses adversaires nombreux allaient s'employer à marquer, de manière durable, le mouvement anarchiste. **Les lois scélérates** [anti-anarchistes] votées en France en 1893 et 1894 firent des militant-e-s anarchistes des parias, de la chair à gibet! Leurs regroupements, leur presse, leur propagande furent mis à l'index. La classification univoque et consensuelle de l'anarchisme « *comme un terrorisme en acte* » à la fois par l'État et par l'ensemble de l'échiquier politicien, explique si besoin, la longévité séculaire de ces Lois liberticides : quasiment un siècle, puisque l'abolition de ces dernières ne fut actée qu'en 1991...

---

1. L. SUSAN BROWN, *The politics of individualism*, Black Rose books, 1993 - p.106.

2. Entre 1890 et 1894. Des attentats et/ou régicides défrayèrent la chronique en France, en Italie, en Espagne, en Russie, aux États-Unis...

Les anarchistes, hommes et femmes confondu-e-s, assurèrent de manière constante, malgré toutes les vicissitudes, tracasseries et actes de criminalisations, une présence à la fois éthique, pratique, militante et entièrement tournée vers l'idéal révolutionnaire et libertaire...

Citer à la suite quelques anarchistes connu-e-s, cela revient à laisser dans l'ombre les multitudes de militant-e-s anonymes et pourtant bien réel-le-s et d'égale importance...

De manière non exhaustive voici ici une cinquantaine de militants et militantes de renom : Pierre Joseph Proudhon ; Michel Bakounine ; Elysée Reclus ; Pierre Kropotkine ; Errico Malatesta ; Louise Michel ; Sébastien Faure ; Emile Armand ; Pierre Besnard ; Carlo Cafiero ; Federica Montseny ; Pietro Gori ; Camillo Berneri ; Buenaventura Durruti ; Isaac Puente ; Emma Goldman ; Joseph De Smet ; Hem Day ; Voltairine De Cleyre ; César De Paepe ; Koa'KI ; Ba Jin ; Kyūtarō Wada ; Osugi Sakae ; Pak Yeol ; Sin Chae-ho ; William Morris ; Colin Ward ; Albert Metzger ; Stuart Christie ; Antonio Soto ; J.A. De Seixas ; Nestor Makhno ; Max Nettlau ; Rudolph Rocker ; Gustave Landauer ; Florès Magon ; Piotr Archinov ; Mohamed Saïl ; José Peirats ; Alexandre Berckman ; Francisco Ascaso ; Lucia Sanchez Saornil ; Noam Chomsky ; Paul Avrich ; Henry David Thoreau ; Kate Austin ; George Woodcock ; Merve Demir...

Après avoir pris connaissance d'une telle liste iconique (malgré elle) il s'agit d'aborder les différentes représentations et/ou organisations se réclamant de l'anarchisme.

Trois grandes tendances se partagent l'espace. **L'anarchisme individualiste**, le **communisme libertaire** et l'**anarchosyndicalisme**.

Peu ou prou, l'anarchiste se veut contempteur de la société organisée autour de la structure

« ETAT » et se revendique défenseur inconditionnel de « la liberté individuelle ».

Là s'arrête le bout de chemin arpenté en commun, ce qui ne veut pas dire que des rencontres en cours de route ne sont pas possibles. Tout peut arriver dans la vie.....

## L'ANARCHISME INDIVIDUALISTE

ou individualisme libertaire prône la liberté de choix de l'individu face à tous ce qui, généralement lui est imposé par un groupe social. Il ne s'agit pas, dans ce cas, à proprement parler d'un quelconque égoïsme, dès lors qu'ici, l'individu se définit comme anarchiste et qu'il rejette en vrac le Capitalisme, l'autoritarisme, l'injonction religieuse etc...

Cette philosophie est à rapprocher du nihilisme et/ou du scepticisme de l'antiquité.

Malatesta déclarait : « *Tous les anarchistes, à quelque tendance qu'ils appartiennent sont, d'une certaine façon, individualistes. Mais la réciproque est loin d'être vraie : tous les individualistes ne sont pas, tant s'en faut, des anarchistes* ».

Ernest Armand, quant à lui, définissait l'anarchisme individualiste comme « *La négation, le rejet, la haine de la domination et de l'exploitation ; l'absence de l'obligation, de la sanction et de l'empiètement dans tous les domaines ; l'abolition de la contrainte grégaire sur l'initiative et l'impulsion individuelles.* »

Il s'agit plus d'une manière de penser que d'une manière de s'organiser!

Dans les faits, cette approche politique de l'anarchisme voit dans toute forme de Pouvoir telle que l'État ou la Religion, ainsi que dans toutes sortes d'organismes ou d'organisations collectives (hiérarchiques le plus souvent), une autorité illégitime et oppressive et partant, l'impossibilité de se mouvoir dans un espace de liberté et de souveraineté individuelle...

Les anarchistes individualistes considèrent « l'associationisme libre » entre individus comme étant l'unique forme « légitime » d'organisation collective dans la mesure où chacun de ses membres reste libre au sein de l'association.

C'est cette conception qui éloigne le plus souvent les anarchistes individualistes des formes d'organisations plus « collectives » de l'anarchisme. Au sein de la galaxie anarchiste, l'individualisme

s'oppose franchement aux courants liés à l'Organisation de type social et militante, principalement le socialisme libertaire, le communisme libertaire ainsi que l'anarchosyndicalisme.

Cela ne veut pas dire que l'individualisme anarchiste soit associé à la droite, au conservatisme ou au capitalisme. Ils ne se situent pas par rapport au couple infernal « gauche/droite » hérité d'une Révolution confisquée par la bourgeoisie.



*Avant de passer à une autre dimension de l'anarchisme, je tiens à préciser que par un tour de passe-passe certains étasuniens, comme Rothbard <sup>1</sup>, Friedman ou Nozick qualifient leur courant de pensée « d'anarcho-capitalisme ». Ces deux termes, par essence, s'opposent, se rejettent et se combattent!*

*En effet, si l'anarcho-capitalisme ou capitalisme libertarien est un courant de pensée politique qui remet en cause l'existence de l'État, il se distingue sans discussion aucune de l'anarchisme, dès lors qu'il fait de la propriété privée la valeur cardinale de son système!*

*Il est un « ultra-libéralisme » qui ne dit pas son nom. Ce qui différencie ces deux courants c'est que les libertariens ne veulent d'aucune contrainte dans leurs délires entrepreneuriaux et capitalistes, alors que les libéraux classiques veulent la même chose mais qu'ils se dotent d'un État régalien limité dans ses domaines et modes d'intervention.*

*Les anarchistes considèrent, sur la base de l'idéologie dont ils se revendiquent, que « l'anarcho-capitalisme », ne partage en rien le souci à la fois fondamental et historique de l'anarchisme « de l'égalité économique et de la justice sociale »*

## LE COMMUNISME LIBERTAIRE

ou **Communisme-anarchiste** est une doctrine politique qui allie à la fois la nécessité de se réapproprier les outils de production, les moyens de consommation et la liberté des individus qui composent la société.

L'association des deux termes fut revendiquée, dès 1876, par la Fédération italienne de « l'Association Internationale des Travailleurs.

1. C'est à partir de thèses mal digérées et sans conteste plus individualistes qu'anarchistes que Rothbard inverse la pensée proudhonienne. A « *la propriété c'est le vol* » Rothbard déclare que « *la propriété est, au contraire, le fondement de tout droit* ».

Errico MALATESTA et Carlo CAFIERO en furent les figures les plus notoires. Pour ce dernier, « on ne peut pas être anarchiste sans être communiste. [...] L'anarchie et le communisme sont les deux termes nécessaires de la révolution ». Et de conclure, « Nous voulons la liberté, c'est-à-dire l'anarchie, et l'égalité, c'est-à-dire le communisme ». Le communisme libertaire, égalitaire et libertaire, prône l'autogestion dans une société adulte et libre débarrassée de la « Domination de l'Homme sur l'Homme » et, dans le même temps, de tous les types de dominations ! Celle imposée par les Religions, celle inhérente au Patriarcat, celle fabriquée par les pourvoyeurs d'inégalités de « race<sup>1</sup> » et de genre...

Une société sans ETAT, sans POUVOIR. Le terme de communisme explicite une manière de vivre et privilégie « l'agencement des choses au détriment du gouvernement des Hommes ». On peut ajouter, comme l'a fait Louis Blanc « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Partir des besoins des individu-e-s afin de produire le nécessaire pour y répondre !

L'anarchisme, dont le but, nous l'avons vu, est de satisfaire à la liberté politique maximale, se refuse à entériner toute distinction entre gouvernants et gouvernés L'**autogestion** et la **démocratie directe** en sont les piliers.

En ce sens, le communisme libertaire est proche du socialisme libertaire et de l'anarcho-syndicalisme !

Le projet des communistes libertaires est l'établissement d'un nouvel ordre social juste et émancipateur aux antipodes du « désordre social existant », grâce à l'abolition conjointe du capitalisme et de l'État.

Les communistes libertaires proposent de substituer à la propriété privée la « possession individuelle ». Ils ne garantissent aucun droit concernant

---

1. Terme qu'il faut en l'occurrence employer dans son sens réel. La remise en cause définitive de la catégorie de race se situe dans les années « 60 » avec son abolition dans le champ naturaliste. La sociologie a alors fourni un discours assez semblable à ceux qui le précédaient, en l'adaptant : « [La négation de la race dans le champ naturaliste] réintroduit dans la pratique sociale un racisme de type intellectuel ; en ce qu'elle suppose que l'existence matérielle des races pourrait être la cause efficiente du mécanisme social »

Ne devrions-nous pas, bien au contraire, nous satisfaire de cette prise de conscience issue du naturalisme qui a permis de confirmer le caractère purement idéologique de la notion de race ? En évitant d'alimenter les discours de type « religieux » qui fondent les inégalités à partir de croyances totalement aberrantes.

l'accumulation des biens « non utilisés ».

Les divergences furent repérées, dès l'origine, entre communistes libertaires (bakouniniens) et communistes autoritaires (marxiens) au sein de l'AIT. Ces derniers envisageaient de **mener la lutte sur le terrain politique** (y compris avec participation aux élections) comme moyen transitoire, au service de la classe ouvrière ! Les libertaires quant à eux ne prônaient que l'**autonomie ouvrière** comme seul moyen d'émancipation.

Les libertaires, quant à eux, souhaitent l'**abolition stricte de l'hégémonie étatique**. Pour eux, toute domination, qu'elle soit au niveau parlementaire, ou bien même industrielle (patrons, chefs, etc.) ne peut participer au bonheur de l'humanité. Les libertaires exècrent la représentativité parlementaire, considérée comme élite profiteuse et avare.

## COMMUNISME LIBERTAIRE & COMMUNISME LIBERTAIRE

C'est autour des modes d'organisation, comme le **Syndicalisme révolutionnaire** du début du 20<sup>e</sup> siècle, ainsi que le **plateformisme**<sup>2</sup>, dans les années « 20 », que vont apparaître au sein du mouvement communiste-anarchiste les premiers grands schismes. Beaucoup d'anarchistes communistes (dont Malatesta, Cafiero, Faure, Berneri...) répondront négativement au plateformisme conséquemment à ses insuffisances théoriques. Celles-ci permettant à **une visée autoritaire de s'installer au sein d'une telle organisation**.

La dimension « organisationnelle » du plateformisme nécessite qu'on procède ici à un nécessaire rappel.

En effet la plateforme pour une organisation anarchiste se déclinait suivant quatre « principes fondamentaux » :

1. **L'unité théorique** ; 2. **L'unité tactique** ; 3. **La responsabilité collective** ; 4. **Le fédéralisme**<sup>3</sup>

L'« unité théorique » : pour une rupture avec le côté « puzzle » de l'Union Anarchiste Communiste, qui doit se définir clairement communiste libertaire.

---

2. Qui fit suite à la « révolution » russe

3. Les principes ainsi énoncés furent inspirés d'un texte communiste libertaire paru en 1926, la « Plate-forme organisationnelle de l'union générale des anarchistes » également appelé par raccourci Plate-forme d'Archinov, bien qu'il ait été écrit par cinq personnes : Archinov, Nestor Makhno, Ida Mett, Valesvsky et Linsky.

L'«unité tactique» : que les militantes et les militants agissent de concert, pas de façon dispersée ni contradictoire.

La «responsabilité collective» est un appel à l'autodiscipline et à une rupture avec le consumérisme militant.

Avec le «fédéralisme», une instance fédérale, soumise au mandat impératif, doit veiller à l'application des décisions de congrès.

A partir de 1917 et du coup d'État bolchevique on a pu assister à l'appropriation du qualificatif « communisme », bien que les bolchéviques ne pratiquassent en fait que le collectivisme d'État et même le capitalisme d'État. Ce vocable s'est vu ainsi associé aux groupements d'État <sup>1</sup>.

Le communisme libertaire a en commun avec le communisme marxiste la critique du mode de production capitaliste. La Révolution prolétarienne doit y mettre un terme. Cette révolution devant aboutir à une société communiste, c'est-à-dire une société **sans classe sociale et sans État**.

Le communisme libertaire se distingue du communisme marxiste dans la méthode à suivre pour parvenir à cette fin.

Les anarchistes refusent la centralisation économique et politique et prône l'abolition immédiate de l'État et son remplacement par une organisation sociale reposant sur la libre association et limitant fortement le pouvoir des représentants politiques.

Marx, quant à lui, écrivait que la société communiste se devait d'être le point d'aboutissement du processus révolutionnaire, mais contrairement aux anarchistes, il considérait qu'elle ne pouvait être atteinte directement. D'où la médiation d'une **dictature du prolétariat** suivie d'une extinction progressive du pouvoir étatique... Nous savons ce qu'il en est advenu avec l'avènement d'une **dictature SUR le prolétariat**.

Dans les années « 60-70 » *Daniel Guérin* tentera l'élaboration d'un courant qualifié de « marxisme libertaire », dont le but avoué était de réaliser la synthèse entre anarchisme et marxisme, en pure perte. «Un mariage de la carpe et du lapin» où il s'agissait pour l'anarchisme de se réapproprier la conception matérialiste de l'histoire, et pour

le marxisme majoritaire de se débarrasser de visées étatistes et autoritaires.

S'il faut se garder de confondre le Communisme d'avec sa traduction dans la réalité faite par les partis communistes (et notamment le PC(F), cette doctrine sociale, basée nous l'avons vu sur l'abolition de la propriété individuelle et sur la mise en commun de tous les moyens de production, tend dans le principe, à substituer au régime capitaliste actuel une forme de société égalitaire et fraternelle.

Quand, pour le communisme «autoritaire», il y a nécessité du **maintien de l'État** et des Institutions qui en procèdent, pour le communisme «libertaire» cela implique **sa disparition!** Deux exemples historiques viennent étayer ce qui précède.

- L'Ukraine **de 1917 à 1920**. Des expériences de communisme anarchiste s'y développèrent dans divers cantons ou villages. Elles furent cependant trop courtes pour que l'on puisse en retirer un enseignement. Cependant il reste des écrits de Makhno au sujet de Goulai Polié, et de ses environs. Ajoutons en passant que ces expériences furent l'objet des attaques incessantes des armées blanches d'une part et, d'autre part, de l'armée rouge «bolchévique» sous le commandement de Trotski.

- Avec la révolution espagnole de **1936**, nous abordons là l'expérience la plus importante qui ait existé, de mise en pratique du communisme anarchiste.

Elle a eu lieu durant la période révolutionnaire allant de 1936 à 1938. Dès le 18 juillet 36, jour de l'insurrection franquiste, une collectivisation des terres et des usines se fait dans quasiment toute l'Espagne « républicaine » avec plus ou moins d'intensité selon les régions et selon les forces ouvrières et paysannes présentes et influencées par les anarchistes.

Dans certaines parties les communes ou collectivités vivent selon **le communisme anarchiste**, dans d'autres parties **le collectivisme libertaire**.

D'autres initiatives proposeront aux cours de l'histoire, des formes libertaires militantes. Les municipalités autonomes zapatistes : dans la province mexicaine du Chiapas l'armée zapatiste

1. Un non-sens s'il en est, puisque le communisme est un mode d'organisation sans État.

organise des zones qu'elle contrôle sur un modèle proche du communisme libertaire : mise en commun des terres et associations au sein de communautés pour traiter librement de l'organisation de leur société. Ces structures constituent une véritable administration qui remplace l'État.

Quelques autres exemples de mise en pratique de communisme libertaire : des collectivités libertaires à l'époque des Soviets en URSS ; des initiatives autogestionnaires en Argentine, au Brésil, en France...

À l'Organisation Anarchiste (OA) nous pensons que le communisme libertaire, en fait, l'anarchisme organisé, révolutionnaire, antiétatique et anticapitaliste, se décline d'une manière simple, comme nous l'avons exposé au sein d'un texte fondateur en 2002.

Celui-ci est paru sous la signature d'Edi Nobras, dans le n° 70 d'*Infos & Analyses Libertaires* de Mars-Avril 2008, alors bimestriel de la Coordination des Groupes Anarchistes (extraits dans l'encadré ci-après).

### **Le terme organisation peut avoir trois sens distincts en société**

- Un regroupement d'humains qui coordonnent leurs activités afin d'atteindre certains objectifs. L'Organisation est ici conçue comme une réponse au problème de l'action collective, de sa coordination et de sa stabilisation.

- Les multiples façons par lesquelles ces groupements structurent les moyens dont ils disposent pour parvenir à leurs fins.

- L'action d'organiser, ou plutôt le processus idéologique qui engendre les groupements et/ou les structures organisationnelles.

La nécessité de l'organisation dans la vie sociale - ou la synonymie entre organisation et société - est une chose tellement évidente qu'on a peine à croire que certains puissent la discuter.

Si, pour moi, l'organisation en général comme principe et condition de vie sociale ne se discute pas, l'Organisation du Mouvement social dans sa résistance à l'État et au Capitalisme et l'Organisation de la « résistance » anarchiste sont aujourd'hui les voies de recours, même si les anti-organisationnels restent encore nombreux.

### **Un rappel**

Le mouvement anarchiste s'est établi à l'origine en réaction à l'esprit d'autorité, dominant dans la société civile, dans tous les partis et toutes les organisations ouvrières et contre leurs tendances centralisatrices.

A cause de cela, nombre d'anarchistes influencés par la lutte contre l'Autorité confondent la nécessaire lutte contre l'organisation sociale autoritaire d'avec le concept même d'Organisation. Une erreur d'interprétation qui les a conduits à soutenir des invraisemblances : la coopération, l'entente, l'association devenant dans leurs esprits, l'antithèse de l'Anarchie.

Le « *chacun fait ce qui lui passe par la tête* » en pensant que mécaniquement tout finira bien par s'harmoniser spontanément a produit d'énormes dégâts. Ces inepties ont été rapportées, propagées, imprimées et ont été accueillies par une grande partie du public comme autant de « vérités » anarchistes. Au point même que l'anarchie a pu être conçue comme le moyen qu'avait chaque homme de se suffire à lui-même et de se procurer tout ce qu'il lui fallait sans échange et sans travail associé. Des errements qui permettent encore à nos adversaires (étatistes) de travestir notre idéologie, nos propositions.

### **S'organiser... une nécessité**

Si l'idée anarchiste a pour première base la liberté individuelle, ceux qui prétendent qu'elle est infinie et absolue sont des rêveurs dès lors que l'infini et l'absolu nous renvoient à des concepts abstraits, des configurations mentales sans réalité tangible.

*Bakounine*, concernant la liberté de l'homme, stigmatise l'absurdité de croire que l'homme était

libre avant d'être en société ou celui de croire que chacun doit renoncer à une part de sa liberté pour former un contrat social avec les autres, ce qui conduirait de manière mécanique à la domination.

Selon cet axiome seule l'autonomie de l'individu en société permettrait l'apparition de la liberté. Rappelons que ce sont les constructions de l'homme en société qui ont fait que la liberté a pris une valeur positive...

La liberté de l'Homme (son autonomie) est née à partir des processus de rébellion contre l'Autorité et de l'auto-construction du social. Elle s'étend à l'infini avec celle des autres tout en exigeant des obligations sociales, éléments de base de la norme sociétale. Je rappelle qu'il n'existe pas de société, sans norme, sans langage...

Aujourd'hui norme et règle sociale sont ressenties comme choses imposées car précisément nous vivons dans une société hiérarchique où nous n'avons rien décidé et en rien participé.

Pour autant, l'anarchie n'est pas absence de normes [c'est-à-dire chaos] mais bien l'institutionnalisation de la société future : mise en marche d'institutions anarchistes dans lesquelles les individus pourront vivre, créer l'égalité, la justice et ainsi leur propre liberté : un type d'Organisation en totale cohérence avec les tentatives de réalisations révolutionnaires.

### **Une méthode et une fin**

C'est une erreur de dire que l'Organisation est seulement une méthode et jamais une fin. Le principe de l'organisation n'est pas seulement propagé parce qu'en nous organisant aujourd'hui nous pouvons mieux préparer la révolution, mais aussi parce que le principe même d'Organisation est un des principaux référents de la doctrine anarchiste. Quand dans la société bourgeoise la volonté individuelle est absorbée et souvent annulée par le mécanisme social autoritaire qui prétend régler la vie des individus de la naissance à la mort, l'organisation est monopolisée par l'État et par le capitalisme.

En société anarchiste, le premier but de l'Organisation est celui de la lutte contre l'oppression et l'exploitation. Une Organisation que nous cherchons à faire progresser toujours plus, afin de faire coïncider liberté, autonomie, égalité, justice et fonctionnements collectifs. Une Organisation qui, dans les luttes actuelles préfigurent l'Organisation de la société libre du futur... Ceux qui, malgré cela, se déclarent ennemis de l'Organisation le sont habituellement parce qu'ils ne parviennent pas à sortir de ce dilemme : commander ou être commandés. Ils ne voient pas en théorie d'autre garantie pour la liberté individuelle que l'isolement, le manque de tout pacte et de tout lien librement accepté.

### **Autorité ou Organisation**

L'Autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale mais de plus, elle est loin de lui être utile. En fait, elle entrave son évolution et ne profite qu'à la classe dominante.

A contrario, tant qu'il y a, dans une collectivité, harmonie d'intérêts, tant que personne n'a l'envie ni le moyen d'exploiter les autres, il n'y a pas de traces d'Autorité. C'est au moment où les luttes intestines commencent et que la collectivité se partage entre Dominants et dominés, qu'apparaît alors l'Autorité, laquelle est, naturellement, du côté des plus forts et sert à confirmer, à perpétuer et à favoriser leur hégémonie.

En tant qu'anarchistes nous pensons qu'il existe des Organisations sans Autorité et que celles-ci sont pourvoyeuses de collectivités où s'épanouit la Liberté.

### **Alors, quelle Organisation?**

Pour nous l'Organisation signifie l'ensemble des individus qui ont un but commun et s'efforcent d'y parvenir. Il est naturel qu'ils unissent leurs forces, qu'ils se partagent le travail et qu'ils

prennent toutes les mesures nécessaires pour l'atteindre. Rester isolé, en agissant ou en voulant agir chacun pour son propre compte sans unir les trop faibles forces éparpillées, c'est se condamner à l'impuissance, gaspiller l'énergie en petits actes sans efficacité.

Par Organisation anarchiste nous entendons l'ensemble de ceux qui veulent collaborer pour parvenir à une société Communisme libertaire et qui envisagent la nécessité de se fixer un but et un chemin à parcourir.

Certains nous font l'objection suivante : « *nous ne sommes pas une organisation, nous n'avons pas de programme* ». Ils signifient que les idées sont susceptibles de changer et qu'ils ne sont pas prêts à accepter une « ligne de conduite » qui pourrait être bonne aujourd'hui mais qui serait certainement dépassée demain.

A ceux-là nous répondons que si l'anarchisme ne se veut pas science, il est un ensemble de propos, de projets, que les militants veulent mettre en pratique (réaliser) et qui, pour cela, ont besoin d'être formulés en « analyses et propositions » claires et déterminées.

### **L'autre objection est que l'organisation crée des chefs**

Nous leur répondons que, si cela était avéré, cela signifierait que les individus qui composent l'Organisation sont encore trop peu anarchistes et qu'avant de penser à établir l'anarchisme dans le monde, ils devraient penser à se rendre capables eux-mêmes de vivre en anarchistes. Le remède n'est donc pas la non-organisation mais plutôt la prise de conscience de l'inutilité des « chefs ». Dans une organisation anarchiste, tous les membres doivent se soucier de penser, de vouloir comprendre, de se faire expliquer ce qu'ils ne saisissent pas, d'exercer sur tout et sur tous leurs facultés critiques...

C'est en effet au moment où une collectivité a un besoin et que les membres qui la composent ne savent pas s'organiser spontanément pour se le procurer, que surgit quelqu'un, une Autorité, qui pourvoit à ce besoin en se servant de la force de tous et en dirigeant selon sa volonté.

### **Organisation ...et luttes**

Dans les luttes il y a une bataille des idées qui fait rage concernant la direction qu'elles doivent prendre.

Inorganisés nous ne faisons pas toujours le poids face à des «partis» qui le sont. L'Organisation est nécessaire pour mettre en réseau, rompre avec le localisme et renforcer l'impact des pratiques libertaires. Il ne suffit pas de proclamer jusqu'à plus soif la nécessité de la Révolution, il faut convaincre et regrouper des gens autour d'une perspective de changement.

Voilà à quoi doit servir l'Organisation :

- faire exister politiquement un courant libertaire dans les villes, dans le pays, y compris au niveau international.

- donner un visage public à l'anarchisme et rassembler un pôle libertaire dans les luttes.

Il est vital de chercher à agir sur la conjoncture et d'ouvrir des perspectives radicales de lutte.

L'Organisation doit servir à développer une perspective sociale libertaire globale, ancrée dans le quotidien et fédérant tous les fronts. Elle doit aussi favoriser les mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une perspective révolutionnaire.

L'Organisation telle que nous la concevons n'est pas une avant-garde de révolutionnaires professionnels appelés à diriger les luttes et les gens.

C'est plutôt une « minorité » agissante de militants communistes libertaires, de compagnes et compagnons sur la même longueur d'ondes qui coordonnent leurs activités politiques. Ce n'est pas un club privé ou un groupe d'affinités mais une organisation publique dont on peut devenir membre si on est d'accord avec les principes, les analyses, les propositions et les positions qui fondent ses engagements.

## LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE & L'ANARCHO-SYNDICALISME

Le Syndicalisme Révolutionnaire, à son origine en France, s'oppose au Capitalisme, à l'État. Il se déclare anti politique plutôt qu'apolitique. L'Autonomie des luttes et l'Indépendance syndicale en sont les deux piliers.

Nombreux sont les camarades anarchistes qui y militent, faisant écho à **Pelloutier**<sup>1</sup>.

Le congrès anarchiste d'Amsterdam qui se déroule du 24 août au 31 août 1907 va mettre au centre des débats le Syndicalisme et l'Antimilitarisme. Il rassemblera des délégué-e-s de 14 pays. Parmi lesquel-le-s **Errico Malatesta**, **Pierre Monatte**, **Luigi Fabri**, **Benoît Broutchoux**, **Emma Goldman**, **Rudolf Rocker**, **Christian Cornelissen**, **Emile Chapelier**, **Domela Nieuwenhuis**, **Georges Thonar**, **Henri Fuss**, **Pierre Ramus**, **Max Baginski** etc...

Vont s'y dérouler des débats riches, vifs, notamment les échanges entre **Malatesta** et **Monatte**, concernant le syndicalisme. Deux thèses qui ne s'opposent pas à condition de ne pas faire dire à chacun des protagonistes ce qu'il ne dit pas.

**Malatesta** ne considérait pas le syndicalisme (qui plus est, affublé de l'épithète «révolutionnaire») comme une entité adverse de l'anarchisme. Il lui attribuait même une utilité de circonstance. En revanche il ne lui fixait qu'un rôle de défense des intérêts ouvriers dans le sein d'un Système inégalitaire. Pour **Malatesta** en effet l'horizon d'une société libre, débarrassée de l'État, du Capital et de toutes les dominations ne pouvait être réalisée qu'au moyen de l'anarchisme.

**Monatte**, plus jeune que son contradicteur, défend la thèse d'un syndicalisme révolutionnaire, qui de plus, peut se targuer d'être en ce début de XX<sup>e</sup> siècle la nouvelle forme de l'anarchisme. Il le définira même comme le « jeune » anarchisme! Déjà n'y avait-il pas eu, en 1906, au congrès de la CGT à «Amiens», la fameuse charte connue

1. F. Pelloutier : Lettre aux anarchistes, 12 décembre 1899 « *Nous sommes des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat), et les amants passionnés de la culture de soi-même.* »

F. Pelloutier (1867-1901), secrétaire de la Fédération des bourses du travail, appelait alors les anarchistes à rejoindre les rangs du syndicalisme révolutionnaire afin de favoriser l'autonomie ouvrière et l'auto-organisation du prolétariat, conditions indispensables pour terrasser l'autorité et le capitalisme.

sous ce nom? Une charte qui faisait coexister en son sein, une formule «mi chèvre, mi choux». En réalité, deux manières bien distinctes d'aborder la lutte émancipatrice. D'un côté la forme «syndicaliste» qui se voyait attribuer les tâches quotidiennes en toute autonomie et toute indépendance, sans l'intervention et/ou l'immixtion des partis et sectes, et la forme politicienne, électoraliste et par conséquent interclassiste, celle à laquelle incombait la latitude de réinstaller la vie sociale dans les rets de l'État, du Système!

Une Première Guerre mondiale et un coup d'état bolchévique plus tard, la lutte ouvrière en Europe et sur les autres continents allait s'offrir en pâture au communisme autoritaire.

Moscou, devenu la Mecque de « la révolution prolétarienne »<sup>2</sup>, en même temps que s'installait durablement une ère contre-révolutionnaire, attirait en son sein une grande partie des syndicalistes révolutionnaires européen-ne-s.

Au point qu'en 1922, lors du congrès fondateur de la CGT-U<sup>3</sup>, **Pierre Besnard**<sup>4</sup> vit sa « *motion soutenant le syndicalisme libertaire, non inféodé à l'État et aux partis, quels qu'ils soient* », battue par la motion « **Monmousseau**<sup>5</sup> ». A cette occasion, des syndicalistes « révolutionnaires? » se rangèrent derrière la motion de tendance politicienne laquelle laissait au Parti la part belle en même temps qu'elle entérinait le rattachement à l'Internationale Syndicale Rouge<sup>6</sup> de Losovski...

### À partir de 1922

En 1920, le 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste convoquait, pour l'année suivante à Moscou, toutes les organisations ouvrières révolutionnaires et syndicalistes afin d'y créer une Internationale syndicaliste «rouge».

Les organisations syndicalistes révolutionnaires

2. A la sauce marxienne du «communisme» autoritaire...

3. Confédération Générale du Travail Unitaire

4. **BESNARD Eugène Pierre**. Né le 8 octobre 1886 à Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), mort le 19 février 1947 à Bagnolet (Seine) ; facteur-chef aux chemins de fer ; anarcho-syndicaliste ; cofondateur de la CGT-Syndicaliste révolutionnaire puis de la CNT-F en 1926

5. **MONMOUSSEAU, Gaston René Léon** est un syndicaliste et homme politique français, né le 17 janvier 1883 à Luynes et mort le 11 juillet 1960 à Paris. . Elu à la tête de la CGT-U en 1922. Membre du Parti communiste français, Député communiste de la Seine. En 1936

6. Organisation syndicale internationale proche de l'Internationale Communiste (IC) active entre 1921 et 1937.

et anarchistes, (en réponse) pensèrent qu'il devenait urgent de réunir une conférence internationale des dites organisations. Elle se tient en décembre 1920, à Berlin.

« Étaient présentes les fédérations nationales de Suède, Hollande, Allemagne et Argentine ; participèrent aussi les Comités Syndicalistes Révolutionnaires (C.S.R. oppositionnels dans la C.G.T. en France), le mouvement des shop stewards and workers councils (syndicalistes révolutionnaires d'Angleterre) et les I.W.W. des États-Unis. Les fédérations d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de Norvège envoyèrent leur accord par écrit... ».

Cette conférence allait permettre aux délégués des organisations anti-autoritaires d'arriver au

congrès de fondation de l'I.S.R., à Moscou avec une position unique et cohérente :

« L'Internationale syndicale rouge ne pouvait mener à bien sa tâche que si elle n'était pas soumise à la tutelle d'un parti, quel qu'il soit et si elle pouvait prendre ses décisions en toute indépendance ».

En octobre 1921, faisant suite au congrès constitutif de l'I.S.R., se réunit à nouveau à Berlin une conférence internationale qui décida de convoquer un congrès international sur la base des conclusions de la conférence de Berlin de décembre.

La fondation d'une nouvelle internationale ouvrière était à l'ordre du jour!

Le congrès constitutif de l'A.I.T. se tient à Berlin du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923.

Pays	Sigles	Présente/ Absente	Nombre de délégué(e)s		Nombre d'adhérent(e)s	Total
Argentine	F.O.R.A. <sup>1</sup>	P	2	2	200.000	200.000
Chili	I.W.W.	P	1	3	20.000	220.000
Danemark	A.P.S.	A	0	3	600	220.600
Allemagne	F.A.U.D.	P	8	11	120.000	340.000
Hollande	N.A.S.	P	4	15	23.500	363.500
Italie	U.S.I. <sup>2</sup>	P	2	17	500.00	863.100
Mexique	C.G.T.	P	1	18	30.000	893.100
Portugal	C.G.T.	A	0	18	150.000	1 043.100
Norvège	N.S.F.	P	1	19	3.000	1 046.100
Suède	S.A.C.	P	2	21	22.000	1 068.000
Espagne	CNT <sup>3</sup>	P	2	23	1 000.000	2 068 .000

#### Organisations présentes avec voix délibératives

Allemagne	A.A.U.	P	1	24	75.000	75.000
	A.J.P.	P	1	25	1.500	76.500
France	Opposition CGT-U <sup>4</sup>	P	2	27	100.000	176.500
	Fédération du Bâtiment	P	1	28	32.000	208.500
	Fédération des jeunes de la Seine	P	1	29	750	209.250

1. Parmi les deux délégués envoyés à Berlin figurait Diego Abad de Santillan qui vivait à l'époque en Europe. La F.O.R.A. présente dans l'A.I.T. est celle dite du « 5ème congrès » formée de 21 sociétés fédérées. Ces dernières ne reconnurent pas le « 9ème congrès » qui favorisa la fusion des syndicalistes avec les socialistes. La référence au « 5ème congrès » rappelle qu'en 1905, ce congrès déclara comme finalité le communisme anarchiste...

2. Créée en 1912

3. Créée en 1910

4. Il s'agit des Comités de défense syndicaliste de France, réactivés dans la Confédération Générale du Travail unitaire à la suite de son congrès constitutif à Saint-Étienne, en juillet 1922. En effet c'est la motion d'orientation présentée par Montmousseau qui allait l'emporter sur la motion d'orientation présentée par Pierre Besnard. Les communistes trouvaient en cette occasion des alliés objectifs - des syndicalistes « révolutionnaires » comme Rosmer, Chambelland et des syndicalistes favorables à un « rejet de toute influence extérieure » pour faire barrage à l'influence anarchiste dans le mouvement ouvrier français... Pierre Besnard regroupait les forces anarcho-syndicalistes dans les CDS...

Assistaient également deux délégués de la minorité anarcho-syndicaliste des syndicats russes... Les adhésions de la F.O.R.U. (Uruguay), ainsi que celles d'entités provenant du Paraguay, du Pérou, du Brésil (au nombre de 15) s'ajoutèrent au nombre d'adhérents mentionné dans le tableau.

L'A.I.T. fut bâtie sur des principes fédéralistes. Elle affirma une ligne antiautoritaire et proclama dans sa déclaration la nécessité de l'abolition du monopole économique et social.

*« ... Le syndicalisme révolutionnaire, se basant sur la lutte des classes, tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'État. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent, aux ouvriers en leur qualité de producteurs et de créateurs des richesses sociales, en opposition aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la réorganisation économique.*

*Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique.*

*Il érige contre la politique de l'État et des partis, l'organisation économique du travail ; contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas, par conséquent, pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'État, la forme de la « dictature du prolétariat » y comprise, ne peut jamais être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.*

Enfin, la déclaration précise :

*« Ce n'est que dans les organisations économiques révolutionnaires de la classe ouvrière que se trouve*

*la force capable de réaliser son affranchissement et l'énergie créatrice nécessaire pour la réorganisation de la société sur la base du communisme libre. »*

**Ce texte allait réhabiliter l'idée d'un syndicalisme révolutionnaire ressourcé, en fait un anarcho-syndicalisme en devenir...**

## EN CONCLUSION

De nos jours le panorama des diverses composantes du Mouvement libertaire propose

- **La Fédération Anarchiste (FA)** reconstituée au début des années «50». C'est une organisation «synthésiste» qui fonctionne sur le principe de l'unanimité. Des militant-e-s anarchistes, anarchosyndicalistes, communistes libertaires, anarchistes communistes et individualistes s'y côtoient... Son siège se situe à la librairie Publico, dans le 11<sup>e</sup> à Paris... Son organe : « **Le Monde libertaire** »

- **L'Organisation Communiste Libertaire (OCL)** qui s'est constituée vers la fin des années «70» à partir de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA)... Son organe : « **Courant Alternatif** »

- **L'Union Communiste Libertaire (UCL)** créée en juin 2019 par regroupement de l'Alternative libertaire (AL) et de la Coordination des groupes anarchistes (CGA). Cette nouvelle organisation doit aboutir au regroupement en son sein des « communistes libertaires. ». Son organe « **Alternative Libertaire** » est la poursuite du titre d'AL.

- **L'Organisation Anarchiste (OA)** s'est créée à la suite de la dé-fédération en 2015, des groupes, liaisons et individu-e-s de Perpignan, Toulouse, Carcassonne, Orléans, Auch, Ariège, Vaucluse, Hérault...

Elle se situe dans le courant anarchiste organisé, révolutionnaire et communiste Libertaire. Son organe de presse : « **Informations & Analyses Libertaires** »

### **Du côté des organisation syndicales libertaires**

**Hier** : La CNT-AIT historique a été créée en 1946 (charte de Paris) et a fait suite à la CGT-SR d'avant-guerre. Le sigle CNT définit une entité

syndicale nationale faisant partie de l'Association Internationale des Travailleurs.

Une première scission à l'intérieur de l'organisation a lieu en 1977. A sa source, des motifs liés à l'évolution de la situation politique en Espagne (mort de Franco et transition «démocratique»). Elle a été à l'origine de la création de la CNT «de la Tour d'Auvergne», Une scission très parisienne.

Une seconde scission va intervenir au sein de la CNT-AIT en 1993. Elle va puiser sa source au travers des différences de positions au sein de l'organisation.

Une première tendance <sup>1</sup>, attachée au principe de non-participation aux élections professionnelles, affirme son antipolitisme. Elle se refuse à collaborer avec des organisations politiques, considérées comme ennemies des travailleurs au même titre que les autres défenseurs du capitalisme que sont l'État ou les Églises...

L'autre tendance <sup>2</sup> ne conçoit pas la non-participation aux élections professionnelles comme absolue... Elle considère par ailleurs légitime d'affronter les arguments des organisations politiques sur le terrain de la lutte sociale en participant aux intersyndicales.

Après 1993, la CNT-AIT va elle-même se diviser en plusieurs branches.

**Aujourd'hui** : La CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie – qu'on l'appelle communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme...

Elle ne participe pas aux «mascarades électorales», que ce soient des élections professionnelles ou des élections politiques. Elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient. Elle les rejette tous en vrac.

• Il y a la **CNT-AIT dite de « Toulouse »** - 7, rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse - associée à Caen, Clermont-Ferrand... Elle milite pour un « anarchosyndicalisme qui vise l'abolition de l'État, du parlementarisme et du capitalisme pour leur substituer une société des égaux et de «communisme libre»... celui-ci repose sur la répartition égalitaire de toutes les richesses, dans le cadre d'une démocratie directe. »

- Son organe : « *Anarchosyndicalisme* »

1. Celle-ci gardera le sigle de CNT-AIT par la suite...

2. La seconde tendance donnera naissance à la CNT-f

• **La CNT-AIT de « Bordeaux »** - 8 Place Louis Barthou, 33000 Bordeaux - associée à Montpellier, Le Mans, Pau, Grenoble etc... « Elle déclare que ses principes et ses buts sont libertaires. Ses militant-e-s luttent pour un syndicalisme différent, sans élus ni bureaucrates syndicaux Ses principes tournent autour de la Démocratie directe, de l'Action directe et de la Solidarité qui sont à la base de l'anarchosyndicalisme. Elle mène un combat global contre cette société. Il en va ainsi d'une lutte quotidienne contre le racisme, le militarisme, le sexisme, les lois liberticides et anti-ouvrières. La CNT milite pour l'émergence d'une autre société : libertaire, égalitaire et solidaire. ».

Son organe : « *Le Combat Syndicaliste* »

• **La CNT-f** - 33, rue des Vignoles dans le 20<sup>e</sup>- Elle se revendique à la fois du syndicalisme révolutionnaire (référence d'avant la Guerre de 14-18) et de l'anarcho-syndicalisme (faisant ainsi référence à la *Confederación Nacional del Trabajo*, de 1910 à 1936).

Elle oscille entre la reconnaissance d'un projet communiste libertaire et le refus de toute étiquette spécifiquement idéologique. Elle est un courant du mouvement libertaire et cela s'explique par son mode de fonctionnement et des grands principes fondamentaux : de contrôle et d'autogestion...

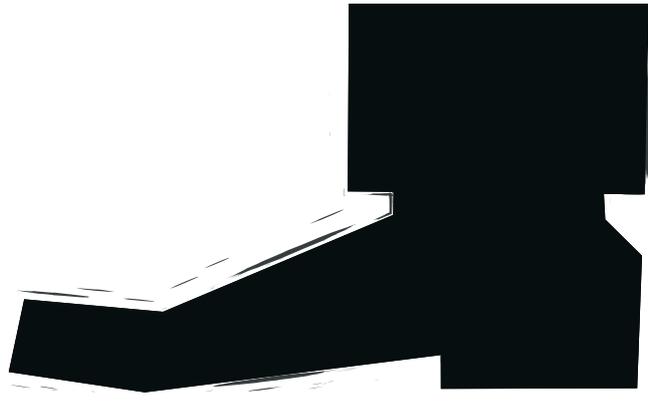
Son « action directe » se traduit avant tout par une forme de lutte décidée et mise en œuvre directement par les personnes concernées.

Son organe de presse : « *Le Combat Syndicaliste* »

• **La CNT -Solidarité Ouvrière** - 4, rue de la Martinique dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Née en 2012 à la suite de conflits internes à l'intérieur de la CNT-f.

Elle se déclare « favorable à l'émancipation des travailleurs, à l'abolition des classes, à l'égalité et à la justice sociale. Elle est favorable à la gestion de la société par les producteurs. »

On peut ajouter à cette liste trois autres entités avec une existence discrète sinon marginale : L'UAS (Union des Anarchosyndicalistes) depuis 1972 ; Le GARAS (groupement d'Action et de Réflexion Anarchosyndicaliste) depuis 2001 et la Plateforme Communiste Libertaire depuis 2021 (à partir d'une scission de l'UCL).



**POUR EN FINIR  
AVEC LES GUERRES**



**CONSTRUISSONS  
UNE SOCIÉTÉ  
LIBERTAIRE  
ET ÉGALITAIRE**



**ORGANISATION ANARCHISTE**

[infosetanalyseslibertaires.org](http://infosetanalyseslibertaires.org)



## **ORGANISATION ANARCHISTE (OA)**

Si la lecture de ce numéro d'*Infos & analyses libertaires* vous a intéressé-e-s, alors n'hésitez pas.

### **VOUS POUVEZ NOUS CONTACTER PAR MAIL**

[oa@infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa@infosetanalyseslibertaires.org)

### **VOUS POUVEZ NOUS RENCONTRER**

En Haute-Garonne : [groupe.albert.camus@gmail.com](mailto:groupe.albert.camus@gmail.com)

Dans les Pyrénées-Orientales : [contact@groupe-puig-antich.info](mailto:contact@groupe-puig-antich.info)

Ariège, Aude, Loiret, région parisienne : [oa@infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa@infosetanalyseslibertaires.org)

